11e année. — N° 193. — 25 février 1935.

BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Prix : 2 francs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

En deçà du Marxisme

par J. DJOUKITCH

LES SOLDATS AVEC NOUS !

par AJOR

La rubanerie stéphanoise

par U. THÉVENON

VOUS qui recevez cette Revue pour la première fois ! qui ne nous connaissez pas !

Reportez-vous à la 4me page de la couverture

ELLE VOUS INTERESSE TOUT PARTICULIEREMENT

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (Xe)
(Métro : Château-d'Eau ou Lancry)

Conditions d'abonnement

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR

Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance concernant la rédaction et l'administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE

Les faits de la quinzaine

Le « droit à la paresse ». — Sclérose. — L'inflation en carafe. — Des français intégraux ou des ennemis acharnés .... R. L.

En deça du marxisme... J. DJOUKITCH

Les soldats avec nous !.. AJOR

La rubanerie stéphanoise U. THÉVENON

La renaissance du syndicalisme

La politique de l'absence.
Petite chronique du Plan.
Un milieu où l'on respire. M. CHAMBELLAND

Faits et Documents

La protestation de l'U. D. de la Loire contre la répression en U. R. S. S. — Les attributions des chefs de gare en U. R. S. S. — Robespierre stalinien. — Le droit à la paresse.

Entre Nous.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Le "droit à la paresse"

Lafargue avait cent fois raison ; ce n'est pas le « droit au travail » qu'il faut réclamer ; c'est le « droit à la paresse », le « droit au loisir ». Le chômage n'est pas en soi un mal ; au contraire ! Ne plus trimer sans arrêt depuis le 1er janvier jusqu'à la Saint-Sylvestre, avoir des semaines et des mois de repos, c'est ce que les bourgeois appellent, quand il s'agit d'eux, des vacances, et c'est chose excellente ! Ce qui est le mal, ce n'est pas de chômer ; le mal c'est uniquement de ne pas avoir de quoi vivre pendant qu'on chôme ; de ne pas avoir de quoi profiter de ses loisirs !

Car il faut être aussi abruti que ce pauvre de Man pour oser prétendre — aux applaudissements de la bourgeoisie d'ailleurs, et de la part de celle-ci cela se comprend — que le problème de la crise est un problème de production et non de répartition ! Qu'il faut augmenter la grosseur du « gâteau » et non se disputer pour son partage !

C'est incroyable mais c'est ainsi : de Man et tous les deManistes osent prétendre que s'il y a de la misère, c'est que le gâteau n'est pas assez gros ! Ils osent prétendre cela au moment précis où il n'y a pas un produit, pas un vivre dont on ne détruit journellement des quantités considérables, ou dont on ne restreint volontairement la production ! Faut-il encore redire pour ces aveugles-nés qu'en France même on paie le paysan pour qu'il rende son blé impropre à faire du pain, qu'on paie le vigneron pour qu'il fasse brûler son vin, que le poisson y est rejeté par cargaisons entières à la mer, pendant que les Anglais détruisent systématiquement les harengs, que les Américains épandent le lait sur les routes, brûlent les champs de coton, font pourrir les régimes de bananes, et que les Australiens enterrent des centaines de milliers de carcasses de moutons afin de détruire à la fois la viande dont on se nourrit, la laine dont on se vêt, le cuir dont on se chausse !

« Augmenter le gâteau » ! Mais, tant que ne sera pas modifiée la répartition, ce ne serait qu'augmenter la quantité de « gâteau » qui serait détruite !

Non ! quoi que puissent en prétendre tous les « planistes » de France et de Belgique, la solution à la crise de « surproduction » n'est pas dans une « surproduction » accrue — c'est une vérité de la Palisse !

Mais si la solution à la crise n'est pas dans une augmentation du gâteau, elle n'est pas davantage dans sa réduction. Elle n'est pas dans l'exécution de travaux inutiles, dits, sans doute pour cette raison, « grands travaux ». Si vous avez de l'argent pour faire des travaux dont la seule raison d'être est de payer des salaires aux chômeurs que vous emploierez, payez-leur ces salaires à ne rien faire, au lieu de les obliger à un travail inutile ! Oui, je sais bien, l'« oisiveté dégrade », le « travail ennoblit » ; c'est ce que tous les oisifs de la terre, tous ceux qui n'en ont pas foutu une rame de leur vie, depuis le curé jusqu'au politicien, ont le culot de prêcher. Mensonge immonde ! Mensonge chrétien et mensonge des droits de l'homme ! L'homme ne vit pas pour travailler ; il n'a à travailler que pour vivre ! Entre le travail à la chaîne et l'« activité de jeu » comme disait Guyau, c'est le travail à la chaîne qui ravale l'homme. Ce n'est pas l'oisiveté qui dégrade ; c'est la misère.

C'est dire aussi que la solution n'est pas dans l'accroissement du travail par suppression des perfectionnements techniques. Tout ce qui permet d'aboutir à un même résultat avec un moindre travail est le bienvenu ! C'est plus de loisir pour une même quantité de richesses à consommer. Mais que les loisirs que cela permettra ne privent point ceux qui devront en jouir de leur part de richesse ! Tel était le message que dans un manifeste célèbre la première Internationale adressait aux roubaisiens briseurs de machines ; ce sont de ces vérités premières sur lesquelles les années passent sans leur enlever quoi que ce soit de leur force. Vivent donc les bateaux-citernes ! mais que les salaires économisés par leur emploi soient payés aux dockers qu'ils privent de leur emploi !

La solution de la crise est donc uniquement dans une transformation de la répartition, dans le changement de la grandeur respective des « parts du gâteau ». Que ce qu'il y a « en trop » ne soit plus la propriété de ceux qui n'en ont que faire parce qu'ils sont déjà gavés, mais la propriété de ceux qui en ont besoin — et qui sont d'ailleurs précisément ceux-là même qui l'ont produit !

Et s'il arrive qu'après que chacun en aura eu tout son saoûl, il y a encore trop de produits, eh bien ! il n'y aura alors qu'à réduire la production, en augmentant le « chômage », c'est-à-dire les loisirs des travailleurs, des journées de loisirs qui leur seront payées aux mêmes prix que s'ils travaillaient, puisqu'il y aura suffisamment de produits pour cela !

La voie, la seule voie par laquelle on peut « remédier à la crise », n'est donc que la même que celle qui seule s'ouvre aux travailleurs pour améliorer leur sort : augmenter leur part du « gâteau » par l'accroissement de leurs salaires, la diminution de leur travail (à la fois par réduction des heures de travail et de l'intensité du travail), l'augmentation de leurs indemnités de chômage.

Et si cette part de gâteau devient telle que ce qu'il reste de gâteau aux capitalistes leur paraît trop mince pour valoir la peine de faire tourner leurs machines, eh bien ! c'est simple, les travailleurs se donneront à eux-mêmes l'ordre de les faire tourner, et pour leur propre compte ! Comme cela ils auront la totalité du gâteau, et alors plus de danger de crise de surproduction !

Sclérose

Le but immédiat du projet de loi sur « les ententes industrielles », nous l'avons déjà indiqué : c'est de permettre aux industries fortement concentrées — les seules qui pratiquement peuvent former des « ententes » efficaces — d'accroître leurs bénéfices en pratiquant des prix de monopole. Ce sont les industries qui, de par leur nature même, ne peuvent pas s'« entendre », industries non concentrées et surtout agriculture, qui en feront les frais. Loi pour magnats au premier chef.

Mais si telle est la raison d'être immédiate de la loi, celle-ci n'en est pas moins conforme à l'évolution actuelle du capitalisme. Ce qui caractérise le capitalisme à l'heure actuelle, est ce qui caractérise toutes les sociétés à leur déclin, et qu'un historien de la décadence romaine exprimait récemment par ce mot : sclérose. La sclérose est

la maladie de la vieillesse aussi bien pour les sociétés que pour les individus. Il n'y a plus de plasticité ; tout est rigide. Les nantis entendent rester, quoi qu'il arrive, des nantis ; ils se garantissent contre la concurrence des nouveaux venus en fixant de force chacun dans sa condition. C'est le régime des castes, le régime des corporations. Régime qui fut celui de l'Empire romain à partir du IIIe siècle, régime de la société médiévale finissante et se survivant à elle-même sous la monarchie absolue, régime qui s'instaure maintenant pour la société capitaliste. La plasticité qui seule permet à l'organisme de s'adapter constamment aux conditions constamment mouvantes de la vie se trouve détruite ; la circulation ne peut plus se faire ; c'est la mort qui va venir.

Combien de temps durera pour notre société capitaliste ce processus de sclérorisation ? — Je ne sais, mais, en tous cas, il est bien amorcé.

L'inflation en carafe

Décidément une fraction importante de la grande bourgeoisie ne veut rien savoir de l'inflation. Le Conseil de Régence de la Banque de France a arrêté net les velléités inflationnistes de Flandin - Germain-Martin que nous avons signalées en leur temps.

Pas méchant cependant le projet qu'on avait soumis à ces Messieurs, si, tout au moins il était identique à celui qui est sorti de leurs délibérations. Plus question du tout d'obtenir par le réescompte « des montants supérieurs exprimés en francs d'une même valeur or ». Il s'agissait tout simplement d'obtenir de la Banque de France un taux réduit d'intérêt pour les avances qu'elle consentirait sur les fonds d'Etat à court terme, lorsqu'elles ne seraient consenties que pour peu de temps. Eh bien ! même pour cette chose très simple, le Conseil de Régence s'est fait tirer l'oreille ! il lui a fallu deux séances à 15 jours d'intervalle pour s'y décider ! et encore a-t-il eu soin de fixer le taux d'intérêt de ces prêts à un niveau plus élevé que celui versé par l'Etat aux possesseurs de la plupart de ceux des fonds sur lesquels on demandera des avances, de manière à ce qu'on n'emprunte que lorsqu'on y sera absolument obligé.

Le résultat de ce projet annoncé à grand tamtam sera donc simplement de faciliter la Trésorerie de l'Etat : les grands établissements de crédit peuvent désormais placer en Bons du Trésor une plus grande partie de leur encaisse, sûrs qu'ils pourront à peu de frais la retransformer instantanément en billets de banque dès qu'ils en auront besoin. Mais c'est tout. Cela procurera quelques milliards de plus à l'Etat, mais comme cela ne comporte aucune inflation, cela n'influera en rien sur la crise, ne sera d'aucune utilité pour la « reprise économique ».

Des français intégraux, ou des ennemis acharnés

Lorsqu'un pépin arrive dans l' « empire colonial » français, et l'on sait s'ils se succèdent à cadence accélérée depuis quelques années, nos hommes d'Etat (sic)*, qui ne comprennent jamais rien à quoi que ce soit d'autre que leurs plus bas intérêts électoraux, nomment une commission ou décident un voyage. Naturellement, après comme avant ils ne comprennent pas davantage, mais... ça a permis de gagner du temps, ça a permis d'avoir l'air de faire quelque chose. Et tout reste comme devant... en attendant le prochain pépin.*

La question coloniale est cependant extrêmement simple. Je dis la*, car elle est la même partout, que ce soit en Algérie, en Indo-Chine ou à Madagascar. Elle se résume en ceci : les habitants de ces pays sont des* hommes*. Oui, parfaitement, si invraisemblable que cela puisse paraître aux honorables européens qui « colonisent » ces pays, leurs habitants, leurs habitants indigènes, sont des hommes, des hommes comme eux. Ils sont des hommes, et ils veulent être traités comme des hommes. Voilà toute la question.*

Pour être traités comme des hommes, ils ont d'abord demandé les droits de l'homme. Ils ont demandé à avoir les mêmes garanties et les mêmes droits que les autres habitants de leur pays ; ils ont demandé à être citoyens français. L' « assimilation », l'assimilation totale, comme celle des indigènes de la Martinique, de la Réunion et du Sénegal qui eurent la chance d'être colonisés avant que ne soit disparue la race des républicains, telle était toute leur ambition et tous leurs espoirs. « Français, tous Français ! », fut le cri auquel eut lieu la première manifestation « nationaliste » de Madagascar. A ce loyalisme, la « France » répondit par l'exil, les déportations sans jugement, la suppression des maigres libertés et garanties que des régimes précédents plus libéraux avaient accordées. Les « décrets scélérats » succédèrent sans répit aux « décrets scélérats ».

Alors, les pauvres gens comprirent ! Ils comprirent qu'il n'y avait rien à attendre de « la France » ; qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes ; qu'ils ne pouvaient devenir hommes *qu'en se séparant de la France, qu'en conquérant* leur indépendance.

*Transformation qui est presque partout très récente. Péra le rappelait récemment. Il y a seulement 3 ou 4 ans, il n'y avait pas un partisan de l'indépendance à Madagascar ; tout le mouvement revendicatif des indigènes se tenait étroitement sur le terrain du plus pur loyalisme français : obtenir les mêmes droits que les Français. De même en Algérie : jusqu'au débarquement de Viollette, on n'y trouvait pas trace d'un mouvement pour l'indépendance. Mais lorsque les arabes virent cet important parlementaire balancé en cinq sec parce qu'il avait l'intention d'élaborer un très timide projet de naturalisation des indigènes, le mouvement pour l'assimilation se transforma progressivement en une action pour l'indé*pendance *qui rencontra un succès que le mouvement précédent n'avait jamais connu.*

Ainsi c'est très simple. Ou la bourgeoisie française, reprenant l'antique tradition républicaine, fera des indigènes de ses colonies des citoyens, et à ce compte elle pourra peut-être garder son empire. Ou elle continuera sous la pression des intérêts coloniaux, à les maintenir comme sujets, bétail taillable et corvéable à merci, sans garanties ni droits, et alors elle fera de ces 60 *millions d'individus qui, malgré toutes les mesures de violence et d'ignorantisme, croissent et ne cesseront de croître en force et en conscience, des ennemis acharnés qui lui feront sentir victorieusement leur haine et leur puissance à la première occasion favorable.*

Le dilemme est clair et net. Et nous savons, par avance, pour lequel de ses deux termes, notre bourgeoisie, plus aveugle que jamais, optera.

R. L.

Pour aller de l'avant !

Faites-nous des abonnés !

A PROPOS DU PLAN... ET DES PLANS

En deçà du Marxisme

Tout mouvement anticapitaliste, s'il n'est pas prolétarien, est fasciste.

Toutes les classes sociales sont aujourd'hui convaincues que la crise économique qui sévit depuis cinq ans est une crise de structure, une crise du système capitaliste.

L'échéance fatale que Marx avait annoncée depuis trois quarts de siècle est arrivée pour le capitalisme et avec elle l'échéance du socialisme qu'il a fondé. La débâcle mondiale de l'économie capitaliste a confirmé dans tous ses détails la thèse économique de Marx — complétée par Rosa Luxembourg — sur la fonction de la plus-value dans « la reproduction élargie du capital », c'est-à-dire la thèse sur la crise finale du capitalisme. La Révolution russe, d'autre part, a confirmé la thèse politique de Marx sur « la prise du pouvoir par le prolétariat ». Cependant, jamais le socialisme, sous toutes ses formes, politiques et syndicales, n'a été plus désuni, moins confiant en lui-même, plus désemparé qu'à cette heure pour lui décisive. Pour cette raison, le fascisme — mouvement sans doctrine, sans passé — a réussi à se porter d'un bond au premier plan de l'arène politique.

Du coup, les philistins d'accuser le marxisme de leur propre faillite ; et voilà une nouvelle « crise du marxisme ».

Examinons rapidement quelques-uns de ses aspects les plus connus.

I. - Anti-marxisme "néo-socialiste"

Le signe le plus caractéristique de la désagrégation du capitalisme, c'est le fait qu'il se retire, comme les eaux à marée basse, dans sa coquille d'enfance, dans les frontières nationales. C'est le fameux « décrochage qui s'opère sur le plan international », d'après Déat (discours d'Avignon). Mais pour Déat, c'est le signe « le plus frappant de la rénovation du capitalisme ». Naturellement, c'est le marxisme qui se meurt et Déat lui lance sa première pierre : « Le nationalisme est une réalité qui condamne l'internationalisme marxiste *même sur le plan économique* ». Et de là : « le socialisme sera national ou ne sera pas».

Il n'est pas un seul économiste qui ne se soit aperçu que la politique de prohibition douanière des nations est en flagrante contradiction avec l'économie capitaliste. Cette contradiction se présente en cette formule antinomique : *Juste au moment où le capitalisme a le plus grand besoin d'élargir le marché mondial, il s'enferme dans ses frontières nationales.*

Pour un marxiste, c'est le conflit dialectique entre la *fonction* expansive du capitalisme et son *organisation* nationale.

Comment prendre au sérieux l'intention de nos révisionnistes de « ranimer l'activité économique dans le cadre national d'abord », alors que l'économie étouffe dans le cadre du globe terrestre devenu trop étroit ?... Notre étonnement est d'autant plus grand que le cadre national est plus petit, comme c'est le cas du pays de De Man.

Certes, le socialisme commencera dans le cadre national mais, *ce qui de socialisme commencera dans le cadre national, c'est la prise du pouvoir par le prolétariat*, justement ce que les révisionnistes et planistes ont supprimé dans leur plan.

La prise du pouvoir par le prolétariat et le socialisme sont deux choses qu'on ne peut ni confondre ni séparer, pas plus qu'on ne sépare le commencement de la fin. Le commencement du socialisme sera politique (national) et la fin économique (internationale). Les planistes ont mis la fin au commencement et le commencement du socialisme planiste risque d'être... nulle part.

II. - "Planisme", apothéose du "réformisme constructif"

Il y a deux pailles dans la fonte du socialisme planiste : l'absence de la plus-value et l'absence de son corollaire social, le prolétariat.

Pour le socialisme planiste, la crise est une question d'organisation, exactement comme pour les syndicats patronaux. Pour cette raison, la rationalisation de Hoover d'abord, l'économie dirigée de Roosevelt ensuite, et l'économie planée enfin ont reçu l'adhésion successive du réformisme « constructif ». Or, l'expérience montre le contraire : *plus le capitalisme est organisé et développé, plus violemment éclatent ses contradictions internes.*

C'est de l'Amérique *enrichie* par la guerre, pays qui détenait 60 % de l'or du monde, qu'est partie la crise de 1920 ;

C'est de l'Amérique *rationalisée* avant les autres pays qu'est partie la crise actuelle ; celle-ci s'est d'ailleurs propagée dans l'ordre de rationalisation. Nous pouvons dire : *La profondeur de la crise capitaliste est en rapport direct avec la hauteur de son organisation.*

La pratique américaine des hauts salaires, c'est-à-dire l'augmentation (combien fugitive !) de la puissance d'achat du marché intérieur de l'Amérique, et la fameuse vente à crédit, mesures palliatives dont la conséquence a été la fermeture du marché intérieur des Etats-Unis, ont précipité la crise en Amérique. Cela prouve que *le capitalisme ne peut réaliser **la plus-value** dans son propre cadre (sphère économique) car l'ouvrier ne pourra jamais racheter **avec son salaire** le produit de son travail.* Voilà pourquoi il consommera toujours moins qu'il ne produira, et avec le développement du capitalisme la sous-consommation se développera avec le même rythme.

La fraction de son produit que l'ouvrier ne peut racheter avec son salaire s'appelle la plus-value, et c'est précisément pour elle que le capitalisme fonctionne. Cette contradiction a rendu inefficaces les trois tentatives suivantes faites pour remédier à la crise :

Rationaliser la production capitaliste, c'est remplacer l'ouvrier par la machine (comme si la machine rachètera mieux ce que l'ouvrier ne peut racheter...) ; *dans l'économie capitaliste*, c'est réduire un peu plus la puissance d'achat du marché et augmenter un peu plus la puissance de production. (Dans l'économie socialiste où le caractère marchand des produits disparaît, cette mesure prendra toute son efficacité).

« Planifier » l'économie et ramener la production (puisqu'il y a surproduction) au niveau de la puissance d'achat du marché capitaliste (Roosevelt, Plan réformiste, Plan Flandin), c'est renverser la formule ci-dessus et courir — à rebours, cette fois — après sa propre queue. Appliquer cette solution en 1935, avec l'actuelle puissance (!) d'achat du marché, c'est tout simplement incroyable ; d'ailleurs, pas plus incroyable que de brûler le café et le blé ! C'est une solution autrement catastrophique que la solution marxiste la plus révolutionnaire.

Alors reste la troisième position mixte : Augmenter la puissance d'achat par la mise en exécution des travaux d'outillage national, ...alors que l'actuel outillage national fonctionne déjà au ralenti ; c'est renvoyer la catastrophe à demain, avec l'augmentation de son potentiel.

De quelque façon qu'on aborde le problème, on s'aperçoit que le capitalisme ne peut trouver un remède contre lui-même.

III. - Le révisionnisme de Henri De Man

Toute la structure du socialisme de Henri De Man repose sur une fausse conception de « l'Homme social ». Il est éclectique, affectif, c'est une sorte « d'Edel-sozialismus » — terrain de prédilection pour les nobles confusions (1).

a) " Expérience de guerre " de Henri De Man

De Man ne pouvait pas trouver une explication marxiste, « un mobile d'intérêt » au sacrifice suprême du combattant, sacrifice « volontaire » pour De Man qui a été engagé dans l'armée belge (2). Il y a donc mythe ! C'est le mythe et non l'intérêt matériel qui constitue le mobile d'action. Voilà la fameuse révélation de De Man.

Il nous est pénible de rencontrer, chez des esprits supérieurs comme De Man, des considérations aussi puériles que cette empoisonnante « expérience de guerre ».

De Man fait trop grand cas du sacrifice « volontaire » du combattant, d'un sacrifice dégagé même du « patriotisme ». En effet, seul Freud peut expliquer le mobile d'un tel sacrifice et non Marx qui, d'ailleurs, n'a jamais songé que le combattant puisse trouver dans la guerre impérialiste un intérêt quelconque. De Man néglige « la contrainte collective » devant laquelle marcher dans la mort ou ne pas marcher du tout est la même chose pour le combattant.

Il nous semble que l'expérience des combattants sacrifiés par contrainte est de beaucoup plus juste, humainement plus riche que l'expérience des combattants volontaires.

D'abord, c'est l'expérience de l'immense majorité, celle du « prolétariat militaire », et puis elle reflète l'antinomie et non l'harmonie entre ce que De Man appelle « la civilisation chrétienne » et la guerre impérialiste.

D'autre part, tous les combattants n'ont pas été des volontaires ; il y a donc une sorte de pitié, sinon de pudeur, à garder pour nous notre expérience de guerre, à moins de nous enrôler chez le colonel de La Rocque pour l'imposer aux autres.

J'ai fait l'expérience de De Man ; volontaire comme lui, mais par la haine de l'oppresseur et par une sorte de solidarité avec les « sacrifiés ». J'avais acquis auparavant une solide expérience de la lutte des classes dans les rangs du prolétariat, et une connaissance approximative du marxisme. Tout ce que je puis dire de mon expérience de guerre, c'est qu'elle ne servira jamais à personne pour faire pousser le blé, bien moins encore pour faire une société « meilleure ».

b) Le " psychologisme " de Henri De Man

L'homme sur lequel De Man a fondé son socialisme est « un homme de guerre » (comme chez Mussolini et chez Hitler). Il est en plus « un homme mystique ».

Avec de tels hommes, on ne fera jamais une classe sociale ni une société autre que celle des Trappistes. De son attitude dans la guerre — attitude matériellement non motivée — De Man arrive dans le socialisme à la même attitude matériellement non motivée : « Ce qui est essentiel pour le socialisme, c'est la lutte qu'on soutient pour lui » (*Psychologie du Socialisme*). Appliquée à la guerre, cette explication mystique serait : ce qui est essentiel dans la guerre, c'est l'héroïsme qu'on y déploie ; ce qui revient à l'axiome connu : « la guerre purifie l'âme ». De là, cette splendide boutade : « Le but de notre existence n'est pas paradisiaque, mais héroïque » (*Credo*, Bulletin de l'Union pour la Vérité, n° 3-4, p. 42).

Peu de marxistes auraient le courage de poursuivre De Man sur ce terrain.

Pour nous, l'homme social c'est l'homme-intime, mais avec en plus ses besoins matériels *dont la satisfaction l'oblige à s'associer pour y subvenir*. Le plus puissant, le plus constant et le plus pressant besoin de l'homme, c'est de *produire* « *le matériellement nécessaire* » *à son existence*. Et c'est en même temps le seul besoin que l'homme ne peut satisfaire *et se suffire à lui-même*. L'homme qui se suffirait à lui-même sur ce terrain serait l'homme de la caverne (l'homme de la Nature) et non l'homme social.

« Au commencement fut... le Travail ». L'organisation de la chasse de « l'homme-chasseur » donna naissance à la société totémique. Depuis, l'homme s'émancipe de la Nature dans la mesure où il augmente sa puissance de production relativement aux besoins et relativement aux caprices de la Nature ; et en même temps il s'éman-

---

(1) « Toute civilisation, humanisme et le socialisme qui en est sorti ne peuvent se baser que sur l'âme personnelle, et il n'y a d'humanisme d'abord, de socialisme ensuite, que dans la civilisation chrétienne ». (*Entretiens : « Union pour la vérité »*, n^os^ 2 et 3, 1930-1931).

(2) « J'ai pris part à la guerre comme combattant, et même combattant volontaire, mais sans jamais ressentir de patriotisme. Si j'en avais éprouvé, il aurait fallu me couper en morceaux, et un grand nombre d'entre eux auraient été allemands.

» Ce qui m'a amené à douter de mes convictions d'avant-guerre a été l'impossibilité dans laquelle je me trouvais d'expliquer à l'aide de la doctrine marxiste la force de ce sentiment chez les autres ». (*Ibid.*, p. 26).

cipe du « matériellement nécessaire » dans la mesure où il réduit le temps consacré à sa production en augmentant la marge du temps libéré pour les besoins moraux en général, pour les loisirs.

L'homme augmente le rendement du travail par sa division technique et sociale ; mais précisément, plus l'homme divise le travail — et augmente par là ses besoins, ce qu'on attribue à tort à l'unique vice de jouissance matérielle — plus il dépend matériellement d'un toujours plus grand nombre d'autres hommes. Ainsi les mailles du filet social se resserrent d'autant autour de l'homme-intime (individu). L'emprise du social sur l'individu s'affirme d'autant. L'homme-privé « s'enterre » de plus en plus dans la société, dans les conditions matérielles d'autant plus indépendantes de sa volonté personnelle.

Qu'ont à faire ici les expériences psychologiques et personnelles ?

Notons en passant, que le matérialisme historique s'applique avec d'autant plus d'efficacité que la société est économiquement plus évoluée.

Retour à la Nature (avec les primitivistes ou les ghandistes). Il faut qu'on sache que l'homme qui retournerait à la caverne avec un briquet aurait déjà volé cinquante siècles d'efforts à l'humanité.

Pour qu'on puisse parler d'une psychologie sociale, il faut que la société devienne un organisme au lieu d'être, comme aujourd'hui, un panier de crabes.

c) " La Révolution-mythe " et " La Réforme constructive "

En prenant la Révolution idéologiquement, subjectivement, « eschatologiquement », évidemment. elle apparaît comme un mythe profilé sur le ciel de nos espérances et forcément, sa contre-partie pratique, objective, immédiate serait la Réforme (1).

Si la différence entre la Révolution et la Réforme doit être celle qui sépare le futur de l'immédiat, l'idéal du réel, elle restera irréductible. Cette différence n'a pas de place dans le débat (2). La synthèse entre la Réforme et la Révolution se réalise dans ce concept unique : « Action » (3).

Du fait que la Réforme s'oppose pratiquement à la Révolution dans la succession et non dans la simultanéité et se reflète dans l'opposition entre la période de la croissance du capitalisme et la période de la désagrégation du capitalisme (la première étant celle des réformes et la seconde celle de la Révolution) ; et que ces deux périodes *ne peuvent coïncider*, le conflit entre la Réforme et la Révolution est résolu contre De Man, contre la tactique de Plan (tactique « constructiviste »).

Pour nous non plus ce n'est pas la prise d'armes qui donne son contenu à la Révolution ; c'est le changement de plan de l'évolution comme la guerre est la continuation de la politique mais sur un autre plan et forcément *par d'autres moyens*. De Man veut changer de plan (la réforme de répartition cèdera la place à la réforme de structure) mais il veut conserver les moyens — les moyens « constructifs » de la réforme.

On sait que dans l'évolution des faits sociaux aussi bien que des faits biologiques, on arrive à un certain degré, où la continuité de la loi exige le changement de plan de l'évolution. Alors les faits paraissent changer de nature : Si nous nous sentons d'accord avec De Man à travers un lumineux développement de cette opposition « Réforme-Révolution » (*Europe*, n[os] 141 et 142), nous sommes d'autant plus surpris de voir renaître la même opposition sous une forme vraiment inattendue, sous une forme dégénérée : constructivisme — destructivisme. Ainsi De Man, pour boucler une majestueuse analyse va se raccrocher à cette qualité constructive de la réforme, qualité que la période actuelle de la désagrégation du capitalisme rend précisément la plus absurde.

De Man défend visiblement une thèse, non la classe ouvrière.

d) La résorption du prolétariat par la Machine et par la petite bourgeoisie

Une autre révélation à laquelle De Man doit sa « libération du marxisme » est le fait que la machine — sans cesse plus perfectionnée — a tendance à réduire le nombre des prolétaires au lieu de l'accroître, comme croyait Marx. (*Entretiens*, bulletin de l'Union pour la Vérité, n° 3, 4 déc.-janv. 1930-31). « Le capitalisme ne fabrique pas des prolétaires, comme au temps de Marx, il les supprime » ; il fabrique des chômeurs, et des techniciens embourgeoisés (*Europe*, n[os] 141-2).

Sans ironiser, nous songeons à l'âne qui a appris à vivre sans manger, mais qui est mort juste à ce moment... De Man ne s'aperçoit pas que le capitalisme meurt juste au moment où il apprend à produire sans prolétaires.

Tant que le capitalisme « accumulait », il prolétarisait bel et bien des masses populaires toujours plus larges ; maintenant, qu'il est au bout de son rouleau, il « déprolétarise » même le prolétariat, mais il ne l'embourgeoise pas pour autant. Si le capitalisme avait réellement tendance à recruter pour la petite bourgeoisie, nous ne comprendrions plus en quoi consiste « l'anticapitalisme » des classes moyennes sur lequel De Man construit son système. C'est Marx qui a plutôt raison : « La classe moyenne, les petits fabricants, les détaillants, les paysans combattent la bourgeoise (lisons capitalisme) parce qu'elle compromet leur existence *en tant que classe moyenne* ! Ils ne sont donc pas révolutionnaires mais conservateurs ». (Manifeste : bourgeois et prolétaires).

De Man, partant de sa thèse, nous amène à ce raisonnement : Puisque le prolétariat a tendance à diminuer comme classe sociale, le socialisme ne sera pas ouvriériste mais démocratique. Il n'y a pas de lutte de classe à gauche mais à

---

(1) « L'homme ne peut calmer sa nostalgie la plus profonde, la victoire sur le temps, que s'il transforme ses buts futurs en mobiles actuels et incorpore ainsi un fragment de l'avenir au présent ». (*Ibid.*, p. 42).

(2) ...dans l'interprétation de l'histoire, l'opposition entre conservateurs et révolutionnaires s'affirme dans leurs conceptions opposées du rapport entre l'idéal et le réel et dans les appréciations discordantes de l'action des masses populaires. Sur ce point on voit, dans la gauche (hégélienne) elle-même, naître de la source commune du subjectivisme des courants divergents ; alors que Bruno Bauer, avec son individualisme conduit à Max Stirner et à Bakounine, Feuerbach, avec sa « praxis » humaine... trace la voie dans laquelle s'engagent résolument Marx et Engels. (MONDOLFO : *Matérialisme historique, la philosophie de praxis*).

Si douteuse que puisse paraître la paternité feuerbachienne du matérialisme marxiste, le texte ci-dessus indique bien l'origine et la nature de la déviation de De Man.

(3) Sorel avait déjà soulevé cette éternelle question : « Je me demande s'il est possible de fournir une explication intelligible du passage des principes à l'action sans employer des mythes ». (*Introduction à l'économie moderne*, p. 375). On se demande si les ouvriers de Poutilof pour déclarer la grève générale en 1917 sont venus préalablement consulter Sorel et De Man.

droite. Toutes les classes victimes du haut capitalisme réaliseront le socialisme et le réaliseront démocratiquement.

Encore une fois, De Man n'aperçoit pas le cheval sur lequel il chevauche. *Les classes moyennes ne sont pas aujourd'hui victimes du capitalisme comme tel ; elles sont victimes de la crise du capitalisme, ce qui est le contraire Elles sont aujourd'hui victimes de ce que le capitalisme ne fonctionne pas et non parce qu'il est « capitalisme ». Seule la classe ouvrière en est victime dans les deux cas.*

La confusion qui règne entre le « planisme » et le socialisme révolutionnaire réside dans ce fait que la crise économique et la lutte contre le chômage ont créé une nouvelle solidarité « circonstancielle » entre les victimes de la crise, solidarité plus immédiate, plus directe que celle qui existe entre les prolétaires victimes du capitalisme comme tel.

Les préoccupations des planistes expriment cette confusion. N'avons-nous pas lu dans la *Tribune des Fonctionnaires* (n° de Noël) : « De même que l'ouvrier est intéressé à la bonne marche des affaires de l'entreprise qui l'emploie, nous sommes intéressés à la prospérité économique de notre pays » ? En langage simpliste, cela veut dire : «Qui nous donnerait du pain si l'on supprimait les patrons ? » Est-il étonnant que le planisme cherche — de bonne foi — depuis la lutte contre le chômage à sauver ce que le socialisme prolétarien cherchait depuis toujours à renverser ? La grande échéance de liquidation du capitalisme va-t-elle se transformer en son replâtrage ?

La confusion du planisme actuel est d'autant plus grave qu'il se cherche une justification théorique dans le texte même de Marx avec une fine tricherie philosophique.

Le planisme n'est pas en soi une négation du socialisme ni même une innovation si toutefois son objectif devait être *la lutte contre le capitalisme par la lutte contre la crise et non la lutte contre la crise par la collaboration avec le capitalisme.*

Ces deux attitudes diamétralement opposées qui séparent aujourd'hui les planistes des socialistes révolutionnaires ont donné naissance à une action très confuse ; d'un côté action des victimes de la crise sans distinction de classes ayant son axe dans la petite bourgeoisie et la classe moyenne ; d'autre part, action constante de la classe ouvrière contre le capitalisme comme tel. La coïncidence et même une certaine convergence (convergence dans la lutte contre la crise) de ce double mouvement constitue la confusion qui a permis à Hitler de capter la classe ouvrière.

Le problème à résoudre pour la classe ouvrière, le problème de sa victoire sur le fascisme et sur le capitalisme consiste à ne pas repousser l'alliance de toutes les victimes de la crise, mais à l'utiliser pour la lutte contre le capitalisme comme tel. L'axe d'un tel « anticapitalisme » doit être dans la classe ouvrière. Tout autre « anticapitalisme » est fasciste.

Aux divers plans des mesures immédiates, il faut un plan politique de cette inspiration. Le prolétariat veut savoir dans quel secteur De Man mettra S.M. le roi, l'armée, la police, la magistrature et tous ces « appareils » de l'Exécutif que le plan cherche à renforcer... Il est temps que la classe ouvrière y mette son nez au risque... de faire du socialisme « ouvriériste ».

Joseph DJOUKITCH.

Cette revue vous intéresse ?
Abonnez-vous !

Parmi nos lettres

A propos de l'affaire Serge

Un camarade du « Noyau » ayant demandé que, pour rester fidèle à ses habitudes de libre discussion, la *R. P.* publie la lettre du camarade Jacques Mesnil, évoquée dans le « Parmi nos Lettres » du 25 janvier, voici ce document. Nous nous bornerons à rappeler que, pour ce qui nous concerne, nous croyons inutile de poursuivre cette polémique.

Malgré les critiques du camarade Godonnèche, je n'ai pas un mot à supprimer ou à modifier de ce que j'ai écrit sur Losovsky dans la R.P. *du* 10 *octobre à propos des mensonges cyniques proférés par lui touchant le sort de Victor-Serge. Tout ce que j'ai dit est rigoureusement exact : sa mentalité en* 1921 *était telle que je l'ai décrite en me fondant sur des observations directes et des faits constatés ; ce qui s'est passé depuis n'a fait que le confirmer. C'est un devoir de montrer les hommes tels qu'ils sont et de faire voir l'action corruptrice qu'exerce sur eux (à de rares exceptions près — Lénine en était une) la participation à un pouvoir absolu.*

Que Losovsky ait été l'un des principaux artisans de la domination du Parti communiste sur les syndicats ouvriers par l'intermédiaire de l'I.S.R. est un fait qu'il est impossible de contester. Il n'est pas moins certain que lors de l'intervention de Boukharine au premier congrès de l'I.S.R. Losovsky tenta d'empêcher la contradiction. Ce ne fut qu'à la suite d'un violent tumulte des congressistes, tumulte qui dura fort longtemps et amena même l'apparition de soldats de l'armée rouge, que, devant les protestations générales de ceux qui ne s'étaient pas encore pliés aux méthodes dictatoriales, Losovsky fut contraint d'accorder la parole à l'un des membres de la délégation française. Cette intervention de Boukharine (qui n'avait rien à faire au congrès syndical) est présentée par Godonnèche comme une sorte de mesure d'apaisement, tendant à « dissiper le malaise qui pesait sur le congrès », alors qu'il ne s'agissait que d'une tentative du comité central du P. C. russe de bourrer le crâne aux délégués des syndicats étrangers en leur répétant les mensonges des bolchéviks sur le « bandit » Makhno et ses complices les anarchistes russes, mensonges diffusés aussi par la voie d'écrits tels que la brochure de Iakovlev (« Les anarchos-syndicalistes russes devant le tribunal du prolétariat mondial »), l'un des plus grossiers tissus de calomnies, d'inventions et de faits controuvés que je connaisse. Aujourd'hui tout le monde (même le correspondant moscovite du Temps) *sait que Makhno n'était pas un bandit, mais que les bolchéviks, qui croyaient à la nécessité d'une armée organisée à l'allemande, voulaient discréditer à tout prix les corps de partisans dont Makhno était l'un des chefs les plus populaires en Ukraine (il avait d'ailleurs combattu à leurs côtés chaque fois qu'il s'était agi de repousser les Blancs).*

Censure... bolchevique au « Populaire »

Marcel Hasfeld, administrateur de la Librairie du Travail, nous signale un nouvel exemple de la censure... bolchevique qui fonctionne au *Populaire*. Nous publions sa lettre à titre de seconde protestation publique contre ces procédés inadmissibles :

Nous croyons devoir vous signaler que le Populaire *vient de nous refuser une publicité* PAYANTE *pour la brochure de Trotsky intitulée :* la Bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov *; la brochure de Martinet :* l'Affaire Victor-Serge *;* l'An I de la Révolution russe, *le livre de Victor Serge, et le recueil de documents :* L'Internationale communiste sous Lénine et Trotsky.

Et ce refus, dont extrait ci-dessous en date du 6 février, nous parvient au moment où passait une annonce du livre de De Man, publié chez Grasset : « Le Populaire de Paris, par suite de décisions, ne peut insérer la publicité de journaux ou de librairies, estimant que le journal du Parti doit réserver sa publicité à la Librairie Populaire, qui est un service du Parti » !

Nous connaissions le boycottage de l'Humanité, *nous connaissons à présent celui du « démocratique » Populaire. Car, nul ne s'y trompera, la Direction du Populaire n'ignore pas que nous éditons, au même titre que Grasset, et que rien n'interdit à la Librairie Populaire de vendre nos éditions, de même que celles de Grasset et autres.*

Les statuts de la C.G.T. unique

Un nouvel abonné, qui ne partage pas entièrement nos idées, mais qui s'abonne parce que, dit-il, la *R.P.* n'est pas sectaire, nous fait cette suggestion :

Publier dans chaque numéro une tribune de discussion sur les statuts de la future C.G.T. unique que nous espérons tous ; dans chaque numéro, la discussion porterait sur un article des statuts, ou une série d'articles. Vous contribueriez ainsi, je crois, grandement à clarifier les positions des uns et des autres.

Communistes et Jocistes

Un des aspects, et non le moins curieux, du « tournant » de nos communistes, c'est l'abandon de toute propagande contre l'Eglise et ses méfaits. Ils vont même très loin dans cette voie, témoin cette information d'un ami :

En novembre dernier, s'est tenue dans le 19ᵉ, une réunion pour la formation d'une « Caisse populaire du Sou du Soldat ».

La Jeunesse Communiste voulait à tout prix que les Jocistes (membres de la Jeunesse ouvrière chrétienne) fussent représentés dans cette Caisse.

Par contre, le délégué de la Jeunesse Socialiste s'opposa à la convocation desdits Jocistes.

Il fut finalement décidé que la J.O.C. ne serait pas convoquée, mais que ses membres pourraient adhérer individuellement.

Pourquoi pas les J.P., pour faire suite au récent article du Populaire ?

N'oubliez pas les dettes du "Cri"

Pendant le dernier trimestre de l'année 1934, les versements des « phalangistes » pour l'extinction des dettes du *Cri du Peuple* ont été les suivants :

Pâris, 20ᵉ; Lagain, 30 ; Boville, 20 ; Sandillon, 50 ; Messaussier, 10 ; Chestier, 50 ; Pinty, 100 ; Bettendrofer, 10 ; Dezobry, 5 ; Durand (Bagnolet), 20 ; Maupioux, 50 ; Delsol, 30 ; Tignières, 20 fr.

RÉCAPITULATION DES VERSEMENTS EN 1934

Altmayer, 40; Auffret, 40; Audin, 120; Augenlicht, 20; Alhomme, 10; Busseuil, 50; Bettendrofer, 20; Bossu Pierre et Hélène, 250; Boissel, 20; Bizeau, 10; Boville, 60; Beau, 6; Charbit, 30; Croze, 100; Chambelland, 110; Cornec Jean et Josette, 260 (plus 100 fr. versés au nom de quelques militants confédérés du Finistère); Charroin, 70; Cousin, 100; Claveyrolas, 10; Chestier, 110; Corsin, 20; Delsol, 100; V. D. (Paris), 100; Deveaux, 20; Delhermet, 100; Delamotte, 30; Duyck, 55; Dézobry, 10; Descout, 5; Durand (Bagnolet), 20; Espagnon, 30; Foy, 50; Fournier, 5; Fauré, 22; Geslin (minorité coopérative de Puteaux), 100; Gény, 20; Garnery Georges, 200; Garnery Auguste, 100; Guérin, 20; Godonnèche, 20; Guriec, 40; Gazanion, 15; Hagnauer, 100; Huitel, 45; Joulia, 10; Lagain, 100; Louzon, 100; Lecomte, 10; Lancia (Alice Morel), 20; Loiseau, 10; Monatte, 50; Maupioux, 50; Mons, 25; Marcel Martinet, 20; François Morel, 10; Ménard, 15; Mariani, 50; Martin (Montpellier), 10; Messaussier, 60; Meyssonnier, 20; Mougeot et D. Martinet, 25; Noël, 25; Nicolas, 10; Pinty, 100; Philippon, 120; Péri, 10; Pronchère, 10; Pâris, 20; Marthe Pichorel, 50; A. Pelletier, 20; Perdoux, 70; Robert, 5; Sandillon, 50; Saget, 40; Tignières, 50; Thomas, 60; Thévenon, 20; Henriette Vilain, 30; Veiller, 10; Van Zurk, 10; Wipff, 10 fr.

Comme on le voit, beaucoup de camarades n'ont versé qu'une partie de leur cotisation volontaire ; un certain nombre d'autres n'ont rien versé au cours de l'année 1934.

Nous avons cependant à faire face aux exigences toujours pressantes de quelques créanciers. En particulier, du camarade Bour, auquel nous devons encore 2.200 francs ; l'imprimerie Dangon, qui nous réclame 16.372 fr. 20, et la maison Hachette qui nous harcèle pour les 2.671 fr. 45 qu'il nous reste à lui devoir. Et nous ne parlons pas de ceux qui sont en sommeil !...

Aussi, nous rappelons à nos camarades phalangistes que nous avons toujours besoin de leur contribution pour l'extinction des dettes du *Cri du Peuple*. Envoyer les cotisations à Charbit, 7, place Séverine, Le Pré-Saint-Gervais (Seine), chèque postal Paris 1157-73.

UN EXEMPLE DU MOUVEMENT BELGE

Les soldats avec nous !

La question de la conquête de l'armée par les organisations ouvrières a été posée à nouveau par les récents événements d'Espagne.

On parle souvent de pénétration à l'armée, soit pour la préconiser, soit pour en démontrer l'inefficacité ou l'impossibilité, mais il est rarement donné de baser ces discussions sur un exemple actuel.

Il paraît donc intéressant d'étudier la tentative amorcée en Belgique, tentative qui se poursuit et de laquelle on peut, dès maintenant, tirer expérience.

*
**

Jusqu'en 1931 environ, malgré une série de mots d'ordre lancés de divers côtés, le travail de pénétration à l'armée belge reste extrêmement faible.

Seuls quelques tracts, quelques papillons ou inscriptions indiquent, sur les murs des casernes, qu'il existe des jeunes révolutionnaires assez fermes pour rester fidèles à leurs convictions malgré l'uniforme.

Parfois un journal au stencyl surgit, créé par quelques audacieux ; certains tentent de glisser de-ci, de-là, un journal interdit.

Mais dans l'ensemble, ces tentatives sont rares, et s'il arrive à une chambrée de chanter *l'Internationale* en chœur, le *Drapeau Rouge* en fait un symptôme de maturité révolutionnaire des soldats-ouvriers.

En juillet 1932, l'émeute gronde dans les bassins industriels de Wallonie, et comme une épidémie, la grève s'étend, devient générale dans certains centres.

Rapidement, la démarcation se fait entre les directions officielles réformistes et la base, entraînée par le tourbillon.

Le socialisme des Vandervelde et des Delattre flanche une fois de plus en refusant de généraliser la grève, en faisant confiance au gouvernement réactionnaire pour rétablir l'ordre.

A côté des communistes, des oppositionnels, des libertaires, luttant sans arrêt dans les coins où ils ont un peu d'influence, apparaît la Jeune Garde Socialiste, qui relève le drapeau rouge piétiné par les aînés du Parti ouvrier belge. Son premier acte, c'est l'édition d'une affiche placardée partout : « Soldat, crosse en l'air devant les grévistes ! ».

Désemparée, la bourgeoisie belge à qui gendarmes et policiers ne suffisent plus, installe des troupes dans les centres les plus menacés.

C'est à cette tentative d'employer des travailleurs-soldats contre des travailleurs en grève que répondent les J.G.S. (Jeunes Gardes Socialistes).

Et depuis 1932, les J.G.S. ont compris qu'il était indispensable de conquérir l'armée dans un pays où la bourgeoisie doit l'employer comme moyen de répression.

Aussi la Fédération Nationale des J.G.S. n'a pas ménagé ses efforts dans ce sens. Des milliers de tracts, des dizaines de milliers de papillons, des inscriptions au minium et au goudron sur les murs des bâtiments militaires attestent l'activité déployée pour toucher les travailleurs en armes.

Enfin, depuis 1934, la propagande, qui était presque exclusivement dirigée de l'extérieur vers l'armée, se dédouble et des centres d'action se créent dans les forts, les camps, les casernes.

Un journal mensuel, le *J.G.S.-Soldat*, est né.

Le travail de sape commence.

*
**

L'état actuel de la propagande à l'armée et les méthodes employées valent qu'on s'y arrête.

Depuis l'offensive déclenchée par les J.G.S., d'autres organisations sont venues se joindre au même travail.

La « Liga » (Ligue internationale socialiste antiguerre), non affiliée à la IIᵉ Internationale, groupant des révolutionnaires de nuances les plus diverses, et qui en Flandre surtout, a conquis une grande influence.

« L'Usaf » (Union socialiste antifasciste de la région bruxelloise) qui forme une sorte de milice de défense ouvrière et qui est de tendance socialiste de gauche.

Les Jeunesses Communistes qui travaillent également l'armée (quoique souvent le communiqué tapageur remplace l'action silencieuse et efficace).

Quelques jeunes anarchistes qui, délaissant les vaines critiques sans travail pratique, tentent de renouer la tradition avec les militants ouvriers libertaires d'avant-guerre.

Il y a pratiquement une unité spontanée dans le travail à l'armée de tous ces organismes.

Une des formes de propagande les plus courantes ce sont les imprimés, collés, distribués, vendus. Voici, par exemple, quelques spécimens de papillons J.G.S :

SOLDAT,

En Autriche, les volontaires ont écrasé le prolétariat.
En Espagne, l'armée a réprimé l'insurrection ouvrière.
En Belgique, avec J.G.S., tu assureras le triomphe du Socialisme.

SOLDATS,

Contre le fascisme ;
Contre la guerre ;
Contre les diminutions d'indemnités ;
Vive l'unité d'action des soldats et des J.G.S. !

SOLDAT,

Le Gouvernement diminue tes indemnités. Tu es mis sur le même pied que les chômeurs.
Debout pour la lutte commune avec les J.G.S. !

Un autre, émanant d'une organisation libertaire : *Une guerre sans travailleurs, c'est une ville sans briques. Contre la guerre, grève générale insurrectionnelle, refus massif de participer à la mobilisation.*

L'organe le *J.G.S.-Soldat* parvient aux intéressés, soit distribué de la main à la main, soit laissé en évidence dans les endroits publics (w.-c., réfectoire, cantine, etc...).

La propagande orale, la discussion, les inscriptions font le reste.

Ces moyens rudimentaires, dangereux, se heurtent à la propagande bourgeoise.

En plus de l'influence de la caserne elle-même, quelques organisations de droite tentent de lutter contre l'action révolutionnaire. La plus puissante, la mieux outillée est la J.O.C. (plus de 100.000 adhérents en Belgique). Sa revue hebdomadaire pénètre librement à la caserne ; elle crée des cercles militaires, encouragée en cela par les autorités. Enfin, pour la seconder, elle possède un « officiel » au sein même de l'armée : l'aumônier. Des messes militaires sont dites régulièrement et toutes les facilités sont accordées aux jeunes qui veulent s'y rendre.

Plus claire, moins puissante, la « Légion Nationale », fasciste, se borne à moucharder les éléments de gauche, à pousser ses adhérents vers un grade quelconque pour mieux combattre les « rouges », à réclamer des sanctions plus graves et une répression organisée contre la désagrégation de l'armée.

Les nationalistes flamands, eux aussi tentent leurs chances à l'armée, d'une part en soutenant leurs objecteurs de conscience, d'autre part en créant des cellules à la caserne. En 1932, ils étaient parvenus à Liége même à créer une organisation dans une compagnie flamande.

Enfin, dans les compagnies groupant des hommes parlant allemand (originaires des cantons d'Eupen, Malmédy, St-Vith, Arlon, la Calamine...) la croix gammée apparaît !

Malgré ces... compétiteurs si divers, malgré une nette infériorité d'ordre financier, le mouvement révolutionnaire gagne du terrain, pénètre dans l'armée.

C'est que les conditions économiques sont telles que la bourgeoisie elle-même donne tous les jours des arguments aux démolisseurs.

C'est le chômage qui apparaît à la plupart des miliciens comme la seule perspective à la fin du terme.

La joie d'être de « la classe » est singulièrement tempérée par la peur de la misère.

D'autre part, pressée par la nécessité de moderniser son armement, de hâter la construction de la ligne des forts mosans, de fortifier le plateau de Herve, la bourgeoisie belge n'a qu'une ressource : économiser sur le dos des soldats. Elle ne s'en prive pas.

Les quatre cents francs alloués mensuellement au milicien après huit mois de service, ont été successivement réduits à 200, puis à zéro franc. Economies.

Le biscuit militaire remplace une fois sur deux le pain. **Economies.**

Même chez ceux que la misère avait poussés à se mettre au service du capitalisme, les *gardes-frontières* recrutés parmi les chômeurs, la politique de compression a provoqué des réactions très vives. C'est ainsi qu'en décembre 34, les garnisons de Henri-Chapelle, Visé, etc... ont fait une grève de 24 heures pour protester contre une diminution de traitement.

Chez les sous-offs eux-mêmes, sur qui les diminutions tombent dru, l'esprit de loyalisme semble bien émoussé.

*
* *

Quelques mois de propagande ont suffi pour mettre en relief les aspects intéressants de l'activité antimilitariste, mais aussi ses faiblesses. D'un côté, il y a la réelle influence que possèdent les organisations ouvrières sur les travailleurs en **armes.**

Le mot d'ordre : « Ne tirez pas sur les grévistes », par exemple, a pénétré partout et est compris de tous.

Mais il y a le revers de la médaille.

Tout d'abord, le manque d'habitude et d'expérience fait commettre aux jeunes propagandistes des imprudences de taille.

Tant que la bourgeoisie belge ne se rendra pas compte exactement du danger qu'elle court, elle conservera ses règlements plus ou moins démocratiques, mais le jour où elle sentira l'armée lui échapper, la répression se fera féroce et ce ne sera plus le moment de faire de l'apprentissage.

Une autre faiblesse réside dans le programme de revendications. Là, J.C. et J.G.S. se trompent également.

En général, trop de réclamations portant sur des questions de détail, soupe, corvées, urinoirs, lavoirs, etc... et pas assez de questions sérieuses évoquant devant le jeune travailleur le problème social.

Le propagandiste devrait apparaître au milicien non pas l'éternel râleur, mais l'éducateur, celui qui convainct. La propagande devrait plus souvent montrer la liaison qui existe entre le soldat et le monde extérieur, les grèves, le fascisme, la guerre, etc...

L'âge des recrues est propice pour une propagande fraîche, vraiment socialiste, un peu idéaliste même, ce qui n'empêcherait d'ailleurs pas de souligner de temps à autre comment la bourgeoisie traite ses soldats du point de vue matériel.

D'autres revendications encore, tel le droit de vote, restent incompréhensibles aux encasernés.

De ce côté aussi, la propagande devrait être plus impersonnelle, moins chargée de soucis politiques, moins entachée de querelles de tendances et rester strictement révolutionnaire et anticapitaliste.

*
* *

Ces erreurs et ces faiblesses proviennent surtout du fait que la propagande à l'armée émane de groupes spécialisés, ayant leur doctrine propre, leur tactique particulière, des buts précis.

Le plus souvent ces groupes se trouvent dans une situation fausse : d'une part ils luttent en tant que fraction sur le terrain politique, d'autre part à la caserne ils apparaissent comme *le* mouvement ouvrier en entier.

Il s'ensuit qu'à côté d'un esprit révolutionnaire créé à l'armée à coups de sacrifices, le mouvement ouvrier reste passif et réformiste.

L'idéal serait que depuis le moment où le jeune commence à se rendre compte qu'il existe une question sociale jusqu'à son lit de mort, la propagande qui le touche soit *une.*

Le travailleur rentrant à la caserne serait alors placé devant un nouveau maître, mêlé à de nouveaux événements, lutterait pour des revendications autres mais avec le même esprit et le même but.

Le socialiste sentirait au travers des multiples revendications partielles, le grand but de transformation sociale.

L'organisme qui apparaît aujourd'hui comme le mieux placé pour réaliser cette continuité dans l'action, et pour maintenir intact le but au travers des événements, des situations, est sans contredit le syndicat.

Mais dans la plupart des pays c'est lui qui fait figure de parent pauvre, et les meilleurs révolutionnaires — tels les J.G.S. en Belgique — oublient son rôle essentiel dans la coordination des efforts et des luttes pour le socialisme dans tous les domaines.

Il est à espérer que les groupes de jeunes qui naissent un peu partout dans le mouvement syndical belge, comprennent la leçon et élargissent leur activité jusqu'à l'école, jusqu'à la caserne.

AJOR.

UNE VIEILLE INDUSTRIE QUI DÉCLINE

LA RUBANERIE STEPHANOISE

La rubanerie est une très vieille industrie. N'a-t-elle pas pour but essentiel de satisfaire ce besoin si capricieux de parure et de décoration des femmes — et même de certains hommes — de toutes les époques ?

Le tissage du ruban se différencie du tissage des étoffes, le ruban étant un tissu spécial, plat, généralement mince, qui se distingue essentiellement de l'étoffe par sa lisière.

C'est en Extrême-Orient qu'on l'aurait pratiqué en premier lieu et il aurait été introduit en Europe par les Arabes. Fixé en Italie d'abord, puis en Espagne, il pénètre dans la vallée du Rhône vers le XIVe siècle.

La première manufacture de soie fut créée par Louis XI. Installée à Lyon en 1466, elle fut transférée à Tours en 1470, mais, en 1536, François Ier fixa définitivement cette industrie nouvelle à Lyon. C'est seulement à la fin du XVIe siècle qu'elle pénètre dans la région stéphanoise. Un Bolonais y installe d'abord des moulins à soie à Saint-Chamond, puis apparaissent les premiers ateliers de tissage dans la vallée du Gier, à Saint-Etienne et à Saint-Didier-en-Velay. En 1584, 16 tissotiers et passementiers stéphanois et velaisiens participèrent à la confection des statuts de la corporation des maîtres tissotiers. Un apprentissage de 4 ans était exigé et un maître ne pouvait prendre plus de deux apprentis. Les filles ne pouvaient être apprenties.

Jusqu'en 1660 la fabrique stéphanoise fut dépendante de celle de Lyon. A partir de cette date, des marchands s'installèrent à Saint-Etienne, créant eux-mêmes leurs modèles et s'occupant eux-mêmes de la vente de leurs articles. Au XVIIIe siècle, la rubanerie déclina à Lyon et à Saint-Chamond et Saint-Etienne resta le seul centre de fabrication du ruban.

L'évolution de la rubanerie et la condition des passementiers

Avant la Révolution

Jusqu'en 1695 la fabrication du ruban se développa avec assez de régularité. Une confrérie de tissotiers et d'ouvriers en soie fut constituée à Saint-Etienne en 1603. En 1680, on comptait 10.000 métiers à ruban dans la région stéphanoise.

Sous Louis XIII et sous Louis XIV, le ruban fut en honneur chez les hommes tout comme chez les femmes, mais la révocation de l'Edit de Nantes, en 1694, marqua le point de départ d'une crise terrible qui réduisit de plus de moitié le nombre des métiers et plongea les familles des passementiers dans une misère noire.

« *Je ne puis me dispenser de vous représenter encore une fois l'état misérable des ouvriers de Saint-Etienne*, écrivait l'intendant de Lyon, Bérulle, à son contrôleur général, le 26 janvier 1694. *La plupart quittent et désertent faute de travail et une infinité meurent de faim et de misère. Vous en serez persuadé quand je vous dirai que de 28 qui moururent en un jour de la semaine dernière il n'y en a que 2 qui soient morts de maladie et les autres de la misère, ce qui provient de la cessation entière du travail.* »

Le 27 août 1709, l'intendant Trudaine signalait à son tour au contrôleur général que les manufactures de rubans de soie « sont absolument à bas ».

Les salaires étaient très bas. En 1698, l'intendant d'Herbigny écrivait à ce sujet :

« *Le moulinage de la soie et la fabrique de rubans font travailler les pauvres gens de la campagne à 3 ou 4 heures aux environs de Saint-Etienne et de Saint-Chamond. Mais le travail ne leur donne que bien petitement de quoi vivre, le plus habile ouvrier y gagne à peine 3 sols par jour.* »

Le prix des denrées était alors très variable. Le boisseau de froment (25 l.) valait 3 l. 5 à Saint-Chamond (8 fr. 35), 5 l. à Saint-Etienne (12 fr. 55) en 1584. En 1580, à Roche-la-Molière, une livre de sucre de 422 gr. valait 3 fr. 65 ; un mouton, 4 fr. 49 ; un veau, 7 fr. 71 ; un chapon, 0 fr. 73 ; un lapin, 1 fr. 02. (Il s'agit de francs-or).

A Saint-Chamond, le blé valut 22 sols (10 fr. 48) l'hl.) en 1603, 24 sols en 1604, 30 sols en 1622, 26 sols en 1638 ; la livre de mouton 2 s. 3 d. (0 fr. 57) ; la livre de bœuf, 1 s. 3 d. (0 fr. 31) en 1630.

A Saint-Etienne, en 1650, le boisseau de blé valait 45 sous, 38 sous en 1660, 33 sous en 1675, 48 sous en 1700, 102 sous en 1709. En 1660, un tablier valait 3 fr. 26; une paire de souliers, 4 fr. 89; un boisseau de pois blancs, 2 l. 44 (8 fr. 78 l'hl.).

En 1693, le pain se vendit 0 fr. 87 le kilo, alors qu'un maçon gagnait 1 fr. 03 par jour, et un manœuvre 0 fr. 88.

***

La prospérité revint sous la régence de Louis XV, période au cours de laquelle le ruban était en faveur. En 1786, il y avait 15.250 métiers occupant 26.500 ouvriers, dans la région stéphanoise et le Velay.

La rémunération du travail était variable. Ainsi, en 1771, un mémoire précisait que sur un métier simple on ne pouvait pas gagner plus de 8 sous par jour, et, en 1777, le salaire journalier n'aurait pas dépassé 0 fr. 18 par jour sur les métiers ordinaires, et 0 fr. 90 sur les métiers à la Zurichoise.

A Saint-Etienne, le blé valut 2 l. 12 le boisseau en 1726, 3 l. 7 s. en 1740, 3 l. 11 s. en 1750, 3 l. en 1760. En 1721, une journée de manœuvre s'élevait de 6 à 20 sols (0 fr. 28 à 0 fr. 95). Une mesure de lait se vendait 3 deniers (0 fr. 0118).

En 1766, le pain bis valut 0 fr. 19 le kilo, le pain de froment 0 fr. 274.

De la Révolution à nos jours

Pendant la Révolution, l'industrie du ruban resta en sommeil. Les passementiers se firent armuriers.

Au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e, elle connut alternativement le déclin et la prospérité.

Elle est prospère de 1800 à 1806 et elle occupe 22.000 personnes, les hommes gagnant en moyenne 615 fr. par an. De 1806 à 1815, seulement 4 à 5.000 personnes restent employées et le salaire annuel tombe à 107 francs.

La mécanique Jacquard fut définitivement appliquée à partir de 1824. D'importantes crises se produisirent en 1830-1837, en 1848, en 1856-1859, réduisant au chômage 10.000 ouvriers ou ouvrières sur 50.000.

C'est sous Louis-Philippe que s'implanta l'industrie des tissus élastiques dans la Loire.

Avant 1843, les salaires avaient pu atteindre 5 à 10 fr. par jour. En 1843, ils n'étaient plus que de 1 fr. 25 à 1 fr. 75.

En 1848-1859, les hommes gagnent 3 fr. ; les femmes, de 1 fr. à 1 fr. 20 ; les enfants, 0 fr. 25.

En 1864, le salaire moyen est de 2 fr. 50 pour les ouvriers. En 1870-1871, il atteint 3 fr. 25 et 1 fr. pour les femmes. La teinturerie se développe à Saint-Etienne et les teinturiers gagnent 3 fr. 80.

En 1874, le nombre d'ouvriers et ouvrières atteint 75.000 pour 25.000 métiers dont 1.580 sont déjà mûs mécaniquement : 435 à vapeur et 1.145 à moteur hydraulique. En 1863, on comptait seulement 43 chaudières, 19 machines disposant de 97 hp.

De 1893 à 1905, les salaires baissent et se stabilisent aux environs de 4 à 5 fr. pour les hommes (6 fr. en 1900), de 2 fr. à 2 fr. 50 pour les femmes. La journée de travail est réduite de 11 à 10 heures.

D'après le syndicat patronal, les salaires auraient peu varié jusqu'à la guerre.

Le tarif de 1912, imposé par le syndicat, était établi de façon à garantir aux tisseurs un salaire minimum de 6 fr. par jour de tissage. Il fut légèrement amélioré le 1^er avril 1913.

Par la suite, la Chambre syndicale donne les augmentations suivantes : augmentation de 10 %. le 6 février 1916, et portée à 25 % le 10 décembre ; à 50 % le 14 septembre 1917 ; à 80 % le 12 avril 1918 ; à 125 % le 1^er janvier 1919 ; à 150 % le 1^er octobre 1919 ; à 200 % le 15 février 1920 ; à 175 % en 1921 ; à 200 % en mai 1923 ; à 225 % le 8 février 1925 ; à 250 % le 1^er juin 1926 ; à 300 % le 17 octobre 1926.

Pour donner une idée approximative de la valeur des salaires aux dates citées, voici le prix de quelques denrées essentielles dans la période considérée :

Années	Pommes de terre (l'hl.)	Blé (l'hl.)	Pain	Vin (l.)	Porc (kg.)	Bœuf (kg.)
1800		18 »				
1804		26 25	0 67	0 70		
1806		22 65	0 43	0 33		1 07
1811		32 45	0 60			
1815	6 »	21 20	0 35		1 17	1 10
1828	3 45	26 »	0 55	0 35	1 »	0 90
1831	3 50		0 45		1 »	0 90
1839	5 »		0 45		1 15	1 10
1848	8 »		0 30		1 40	1 30
1862	7 »		0 35		1 60	1 50
1870	9 »		0 50		1 60	1 40
1884	3 40		0 45	0 40	1 25	1 45
1895		14 50	0 45		1 75	1 80
1905		17 75	0 38		1 24	1 38

Le mode de travail

Les premiers métiers employés étaient appelés métiers de basse-lisse. Tous les mouvements étaient produits par le tisseur : en foulant des marches avec le pied, le tisseur déterminait les levées ou les baissées de fils constituant la chaîne ; il passait ensuite la navette avec la main pour constituer la trame. La variété du tissu était conditionnée par le nombre de marches.

Au XVI^e siècle, pour réaliser le dessin, une ouvrière spéciale choisissait et tirait les fils à lever avant le passage de la navette.

Ce n'est que dans la deuxième partie du XVIII^e siècle que l'on réussit à sélectionner automatiquement les fils et à régler automatiquement le mouvement. De nombreux inventeurs contribuèrent à la réalisation de ces perfectionnements : Basile Bouchon (1725), Falcon (1742), Vaucanson (1745), Jacquard (1804). La mécanique nouvelle, dite mécanique Jacquard, fut adaptée à l'ancien métier dès le début du XIX^e siècle.

Mais l'homme continuait à mettre le métier en mouvement en actionnant la barre. On eut l'idée de remplacer la force humaine par l'énergie hydraulique ou thermique. Mais sans succès, car cela nécessitait une concentration de l'industrie à laquelle ne voulaient pas se plier les tisseurs.

La force électrique eut plus de succès, car les tisseurs stéphanois réussirent à l'utiliser sans transformer le métier. A partir de 1894, les métiers s'électrifièrent rapidement : en 1894, on comptait seulement 19 métiers mus par l'électricité ; en 1902, on en comptait 9.000 ; en 1912, 12.000. Le rendement fut par ce moyen amélioré de 25 sans nuire à la qualité de la fabrication.

Ainsi le métier a pu devenir mécanique puis automatique sans qu'une transformation profonde de l'industrie soit nécessaire. Le travail a toujours pu être effectué à domicile et conserver ses caractères d'autrefois.

Aujourd'hui, comme il y a deux ou trois siècles, le tisseur travaille avec sa famille dans un atelier, contigu aux appartements, où sont installés généralement deux ou trois métiers. De la rue, on reconnaît ces ateliers par leurs très hautes et larges fenêtres derrière lesquelles se dessine les montants d'un métier.

Le tisseur est un artisan qui a fait un long apprentissage ; il connaît parfaitement son métier, sachant le monter, l'adapter à des travaux les plus divers. S'il prend un ouvrier, il lui donne comme salaire la moitié de la façon ; dans le velours, l'ouvrier reçoit les deux tiers de la façon.

Le chef d'atelier travaille pour un fabricant dont l'ancêtre est un maître tisseur qui se spécialisa dans la création et la vente du ruban.

Le fabricant est à la fois commerçant et producteur. Il sait discerner les goûts de parure et il réalise lui-même le ruban qu'il estime devoir convenir à sa clientèle, déterminant la matière à employer, l'enchevêtrement des fils, les couleurs. Lorsqu'il a réalisé un échantillon, des dessinateurs traduisent le travail des fils sur le papier quadrillé par des signes conventionnels ; des ourdisseuses préparent la soie et font ourdir la chaîne... après quoi le chef d'atelier peut venir prendre son « chargement ».

*
* *

Au début du XX^e siècle, certains fabricants ont eu l'idée de faire construire des usines dans les environs de Saint-Etienne. Ils y trouvaient de grands avantages : possibilité d'utiliser une main-d'œuvre à bon marché, d'utiliser la force hydraulique ou la vapeur ; possibilité de réaliser rapidement d'importantes commandes en période de

presse et c'était aussi pour eux un moyen de rester plus facilement maîtres des prix.

Mais l'usine ne se prête pas aux bouleversements subits des métiers que nécessitent les variations de la mode ; elle ne convient pas aux travaux intermittents, occasionnant des immobilisations fréquentes et de longue durée. C'est pourquoi les usines produisent surtout des accessoires de parure, des articles courants (faveurs, galons, velours...), et c'est ce qui explique la persistance des milliers d'ateliers de famille.

En 1909, sur 33.000 métiers, 5.000 étaient installés dans les usines. En 1913, 37 fabricants possédaient des usines de 30 à 100 métiers (à Boen, Bourg-Argental, l'Etrat, Jonzieux, Marlhes, Montbrison, Seuil-sous-Couzan, St-Bonnet-le-Château, Aurec, Pont-Salomon, Monistrol, Saint-Didier-la-Séauve, Saint-Just, Malmont, Saint-Genest, Serpt, Terrenoire...). A l'heure actuelle, une cinquantaine de fabricants (sur 180) ont une usine.

L'importance de l'industrie - Ses crises

Dans les années de prospérité, la rubanerie stéphanoise réalise un chiffre d'affaires de plus de 500 millions de francs (564 millions en 1928).

En 1932, le chiffre d'affaires s'est élevé à 312 millions seulement, inférieur de 75 millions à celui de 1931, lequel accusait déjà une diminution de 75 sur celui de 1930. On compte près de 200 fabricants.

En 1932, 11.081 métiers étaient actionnés par la Compagnie Loire et Centre, contre 11.218 en 1931, 11.317 en 1930 et 11.457 en 1929, 11.886 en 1925, 12.548 en 1920, 12.092 en 1913

Au nombre de métiers actionnés par Loire et Centre il faut ajouter les quelque 1.500 métiers actionnés par la Compagnie d'Issingeaux, et un certain nombre de métiers mûs à bras, ce qui portait le total à 26.232 en 1914 et 13.000 en 1920-1922.

Le chômage a atteint 30 % du personnel des usines et 70 à 80 % des tisseurs à domicile.

Il existe en outre 75 fabricants de tissus élastiques. Ils ont réalisé un chiffre d'affaires de 76.254.394 fr. en 1925, 124.186.551 fr. en 1929, 72.317.738 fr. en 1932. Ces chiffres sont compris dans les totaux de chiffres d'affaires cités plus haut.

L'exportation absorbe une fraction importante de la production : 186.680.335 fr. sur 306.793.328 fr. en 1925 ; 201.649.660 fr. sur 564.000.031 fr. en 1929, et en 1932, seulement 92.613.247 fr. sur 311.946.764 francs, soit 38 % de moins qu'en 1931 alors que la production baissait de 25 %.

La rubanerie a connu de tout temps et à intervalles fréquents des crises profondes : de 1689 à 1781 on note 17 crises avec aggravation en durée et en intensité ; au cours du XIX^e et au début du XX^e siècles on note trois grandes dépressions par quart de siècle.

Toute crise générale a inévitablement des répercussions profondes sur la rubanerie et toute période de trouble affecte également cette industrie. Mais elle a ses crises propres, dues au caractère capricieux de la mode.

Une orientation de la mode vers l'utilisation du ruban, une politique d'exportation permettant la reprise des échanges peuvent seules provoquer une reprise à l'heure actuelle.

L'organisation corporative et les grèves

La rétribution du travail dans la rubanerie est extrêmement variable ; cela tient pour une part au caractère capricieux de la mode qui exige tout à coup des livraisons rapides et importantes, puis plus rien pendant des mois jusqu'au lancement de nouveaux articles ; cela tient enfin à la concurrence que se font entre eux les passementiers. Un certain nombre, en raison de leur situation de famille ou de l'apport de revenus en dehors du tissage ont la possibilité d'accepter de plus bas prix. Le passementier de campagne notamment, se contente de prix dérisoires dès que la crise vient accroître la concurrence. D'où l'action des passementiers pour l'établissement d'un tarif minimum qui assurerait à tous un gain convenable et plus régulier.

Les fabricants ont toujours combattu le tarif. Comme les autres patrons ils ne peuvent accepter une convention qui limiterait leur profit, et détruirait le jeu de la libre concurrence, et les empêcherait de baisser les prix en période de crise.

C'est leur opposition irréductible au tarif qui est à l'origine de tous les conflits qui ont éclaté dans la rubanerie, conflits souvent violents qui réalisaient face à l'ennemi commun, le fabricant, le bloc compact des chefs d'atelier et des ouvriers.

Avant la Révolution : la grève de 1787

Déjà en 1744 et en 1771 deux grèves importantes avaient éclaté pour exiger un tarif. En 1744, les grévistes s'étaient même emparés de la ville.

En 1786 une nouvelle révolte de l'ensemble des travailleurs de la région avait été écrasée par l'armée.

Mais la grève qui eut le plus de retentissement fut la grève des rubaniers de juillet 1787.

Les soies étaient en hausse et le travail manquait. Les tisseurs stéphanois se révoltèrent. Ils voulaient obtenir entre autres mesures, le renvoi des ouvriers étrangers.

Le 19 juillet, à la suite d'un rassemblement important le subdélégué de l'intendant (espèce de sous-préfet) est inquiet. Il craint que la cité ne soit assaillie « au moment où on y penserait le moins », et il ajoute : « l'exemple de Lyon prouve combien peu l'on doit compter sur les bourgeois dans ces sortes de circonstances ». Deux jours plus tard, apprenant que les ouvriers avaient projeté de se rassembler dans le bois de Valbenoîte, il fait venir la maréchaussée de Firminy et de Rive-de-Gier.

Des jaunes sont signalés, particulièrement dans les métiers à la Zurichoise. Les grévistes décident de leur faire la chasse et se présentent en groupes devant leurs ateliers pour les engager à suivre le mouvement. Mais la maréchaussée intervient, elle charge « ventre à terre, sabre à la main ». Le lendemain les attroupements sont violemment dispersés ; et quatre meneurs sont arrêtés et seront maintenus en prison jusqu'à la fin de la grève. Il n'y aura pas de procès cependant, le subdélégué craignant sans doute de créer des incidents fâcheux.

Les premières organisations L'émeute de 1834

Sous l'ancien régime les « tissotiers » étaient groupés en corporations (associations économiques de maîtres) et en confréries (associations pieuses d'entr'aide entre maîtres). La corporation des maîtres tissotiers du Lyonnais, Forez et Velay, rédigea ses statuts en 1584 et les révisa en 1630. Ainsi que nous l'avons signalé plus haut, son rôle consistait surtout à réglementer le nombre des apprentis et l'accès à la maîtrise. Les statuts ne furent pas observés par les tissotiers de la campagne et ne restèrent réellement en vigueur qu'à Lyon et St Chamond.

C'est seulement au début du XIXe siècle qu'apparaissent de vrais groupements de défense des chefs d'atelier et ouvriers, sous forme de Sociétés de secours mutuels.

On signale une association de passementiers en 1805, mais elle ne dura pas.

En 1819, une société de Secours mutuels est créée.

En 1831, les passementiers de St Etienne s'agitent et inspirent de sérieuses inquiétudes aux pouvoirs publics. En mars 1831 le procureur du roi écrivait au ministre de la justice : « *Il n'y a qu'une classe d'ouvriers fort nombreuse, les passementiers, contre lesquels nous devons sans cesse nous tenir en garde. Quant à ceux-là, s'ils levaient l'étendard de la révolte ce ne serait que pour se livrer au pillage. Leur misère est fort gênante en ce moment.* »

Nous sommes à l'époque où les tisseurs lyonnais entrent en lutte contre les fabricants pour obtenir un tarif minimum. Les événements de Lyon provoquent une certaine effervescence dans la population ouvrière de St Etienne.

De 1831 à 1834, les passementiers s'organisent. En 1833 une « mère » des compagnons ferrandiniers est établie à St Etienne. Il en résulte des conflits avec les membres d'une autre société secrète et des collisions assez graves sont signalées. Peu après sont fondées les sections de « l'Association mutuelliste », qui jouera un grand rôle dans l'organisation des grandes luttes de 1834, quelquefois en accord avec les ferrandiniers. Les passementiers lyonnais avaient un journal, *l'Echo de la fabrique*, qui fut placé sous le contrôle des mutuellistes.

Comme leurs camarades lyonnais, les passementiers stéphanois réclament un tarif minimum ; ils veulent, en outre, la suppression de cette vieille coutume qui consistait à fournir au fabricant 13 aunes de ruban pour 12 de payées.

Les fabricants sont hostiles au tarif. En août-septembre l'interdit est prononcé contre les plus impopulaires et les chefs d'atelier qui ne le respectent pas, ont leurs vitres brisées.

En février 1834, (le 12), à l'enterrement d'un syndic, auquel assistent 2000 passementiers, un discours violent est prononcé. L'atmosphère est orageuse. Le lendemain se forment d'importants attroupements d'où s'élèvent « des chants provocateurs » et, le surlendemain, c'est l'émeute provoquée par l'intervention de la police. La Garde Nationale est appelée pour rétablir « l'ordre ». Un agent de police est tué, un commissaire est blessé. Du côté ouvrier, il y a de nombreux blessés et plusieurs arrestations sont opérées. Le calme ne renaît pas cependant. Des réunions sont organisées et un peu partout des rixes éclatent entre ouvriers et policiers.

Le 9 février, à l'occasion du procès contre les mutuellistes (les 6 membres de la C.E.), **la grève générale est déclarée dans la rubanerie et dans** d'autres corporations. Au cours du procès, un coup de feu — tiré certainement par un agent provocateur — fut le signal d'une nouvelle insurrection qui dura plusieurs jours. Les manifestants marchent sur la Manufacture nationale d'armes alors située place Chavanelle. La troupe les disperse, mais ils se regroupent dans le centre de la ville et dressent des barricades en plusieurs endroits : rue de Foy, place Royale, rue du Grand-Moulin, rue du Bois. Les magasins d'armes, un bureau d'octroi sont pillés. La troupe doit bivouaquer dans la rue et, la nuit, plusieurs sentinelles sont assassinées.

La Garde Nationale, qui était partiellement composée d'artisans, ne répondit pas en bloc à l'appel du préfet. Celui-ci la licencia et fit venir les brigades de gendarmerie du département, des détachements de la Garde Nationale de Montbrison et de la garnison du Puy. Au cours des nombreuses bagarres qui se produisirent, il y eut une dizaine de tués. Des centaines d'arrestations furent opérées. Un certain nombre d'inculpés furent jugés par le tribunal correctionnel de St Etienne qui prononça plusieurs condamnations, dont deux de 15 mois de prison. Les autres furent transférés devant la Cour des Pairs, qui condamna les meneurs à des peines allant de 1 an de prison à 20 ans de détention.

1848

Après 1834, se créèrent de nouvelles sociétés secrètes de passementiers. Les républicains en étaient généralement les animateurs. Une association d'ouvriers, créée sous forme commerciale pourtant, fut dissoute et ses dirigeants poursuivis sous l'inculpation de coalition et d'association illicites.

Arrive la Révolution de février. La population stéphanoise se dresse surtout contre les couvents où les sœurs font travailler au tissage leurs orphelines ou de vieilles femmes. Les produits de ce travail étant vendus à prix réduit, les passementiers sont très mécontents. Les 13, 14 et 15 avril, les métiers du couvent de la Reine, ceux de la maison des Dames de l'Instruction sont jetés des fenêtres et brûlés dans la rue malgré l'intervention de la Garde Nationale. Au cours des collisions entre la police et les manifestants, le sang coula à plusieurs reprises.

Une importante Société de Secours mutuels avait été créée à cette époque : la « société industrielle et de secours mutuels des chefs d'atelier et des ouvriers ». Elle groupa 8.000 membres répartis en 160 sections. Avec une cotisation de 0 fr. 50 par mois, elle accordait à ses adhérents une allocation de 1 fr. 50 par jour en cas de maladie et de 1 fr. pendant la convalescence. Elle réclama et obtint un tarif des fabricants. Elle fixa à 12 heures la journée de travail ; ceux qui ne voulaient pas l'appliquer avaient leurs vitres brisées. L'agitation était telle que l'état de siège fut proclamé le 15 juin 1849. Les cafés et lieux de réunion des militants étaient fermés, les réunions interdites, le colportage de journaux défendu. La préfecture suspendit deux périodiques.

Le 21 juin, le général de brigade de Grammond, commandant les forces militaires de la Loire, prononça la dissolution de la « Société Industrielle », qui fut ratifiée par un jugement du 3 janvier 1852, ladite société étant considérée comme « dangereuse à l'ordre public ». La police assura la répartition des 26.000 fr. qu'elle avait en caisse entre les 5.000 adhérents inscrits. L'état de siège ne fut levé que le 31 mars 1852.

Le Second Empire fut caractérisé par l'éclosion

de nombreuses coopératives. Mutuellisme et coopération étaient alors considérés par les militants ouvriers français comme les deux grands moyens de libération des travailleurs. Les rubaniers créèrent une coopérative de consommation en 1855 (la Ruche), puis une coopérative de production qui réalisa un chiffre d'affaires de 100.000 fr. la première année, mais sombra l'année suivante (1867). A peu près au même moment, une coopérative de production créée par les veloutiers se mettait en liquidation après une année d'existence. Après le mouvement de 1880, une nouvelle coopérative, « la Cie rubanière de St-Etienne », connut, elle aussi, un an de vie.

La grève des veloutiers : 1865

Sous le Second Empire, quoique plus difficile, le travail du velours était encore rémunéré sur les mêmes bases que les articles courants. Les réclamations devenaient de plus en plus nombreuses et pressantes. Les chefs d'ateliers et ouvriers de cette catégorie s'entendirent et demandèrent l'application d'un tarif, comportant diverses augmentations sur celui de 1848. Ils se heurtèrent à un refus et ils décidèrent d'arrêter le travail dans les deux grandes fabriques dès le 24 sept. 1865.

Le mouvement s'étendit rapidement aux autres fabriques et, le 7 octobre, seuls les 150 métiers des fabricants qui avaient accepté le tarif, continuaient à marcher sur les 2.000 qui existaient.

Les grévistes exigeaient également que la façon fût payée chaque mois, en espèces, et fixaient comme suit les heures de travail : 6 h. du matin à 7 h. du soir du 8 septembre au 25 mars ; 5 h. du matin à 7 heures du soir pour le reste de l'année. Ils s'organisèrent dans « la Société des maîtres et ouvriers veloutiers » qui dirigea la grève et groupa 1.500 membres, répartis en 4 sections de 12 à 15 groupes de 10 à 19 membres ; à la tête se trouvait un Comité central de 6 membres.

Le 19 octobre, des perquisitions eurent lieu au siège de la société et les 6 membres du Comité Central furent poursuivis pour association de plus de 20 membres et atteintes à la liberté du travail ; le tribunal correctionnel les condamna le 21 novembre l'un à 3 mois de prison, quatre à 2 mois et l'autre à un mois. Le mouvement se terminait 4 jours plus tard.

Les syndicats

En 1878, les chefs d'ateliers créent leur premier syndicat sous le nom de « Chambre syndicale des chefs d'atelier rubaniers ». Il groupait 3.600 membres dès sa fondation. La cotisation était de 25 centimes par mois.

L'année suivante naissait « la Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières passementiers et tisseurs réunis », qui donna son adhésion au Parti ouvrier en 1884. Elle groupa 1.800 adhérents.

En 1881 était fondée « la Chambre syndicale des tisseurs veloutiers réunis », qui groupait ouvriers et chefs d'atelier et réussit à faire admettre des tarifs pendant un certain temps.

La création de ces 3 syndicats importants montre bien que, contrairement à ce que se plaisent à dire les réformateurs bourgeois, ce n'est pas la loi de 1884 qui a provoqué la formation des syndicats, mais que c'est au contraire la constitution de syndicats agissants qui a obligé les gouvernants à autoriser les syndicats, c'est-à-dire à reconnaître un état de fait.

Au congrès ouvrier de 1886, les rubaniers de St Etienne furent représentés par Jean Saulnier, les ouvriers passementiers par Béal. N'ayant pu prendre la parole, en raison du nombre et de la longueur des interventions, ils signèrent une déclaration, avec 3 autres délégués par laquelle ils se ralliaient aux « revendications apportées par Blondeau, Heppenheimer, Rondet, Dumay et tous ceux enfin qui ont affirmé la nécessité de l'union des opprimés contre l'union des oppresseurs ».

Entre temps, en 1880, en pleine crise (dans la rubanerie on comptait 10.000 chômeurs), le syndicat des chefs d'atelier et celui des ouvriers rubaniers s'étaient entendus pour demander un tarif sur la base d'une augmentation de 30 % du prix des façons. Devant le refus des fabricants, ils mirent 5 maisons à l'index. Mais la situation n'était pas propice à la lutte. Des dizaines de fabricants durent se mettre en liquidation ou suspendre les paiements.

La grève de 1900

Après la crise de 1880, de nombreux syndicats furent créés, syndicats de catégories ou syndicats locaux. En 1887 se constitua même un syndicat chrétien : « la Corporation chrétienne des tisseurs stéphanois » qui fonda une coopérative, un cercle, publia un journal : *le Tisseur*, en 1896, et prit ensuite le nom de « Syndicat indépendant des tisseurs stéphanois ».

En 1895 se constitue la fédération régionale du tissage, groupant 7, puis 8 syndicats ouvriers. Mais elle manquait de combativité et ne donna pas satisfaction aux ouvriers qui créèrent, 3 ans plus tard « La Ligue pour le relèvement des salaires dans l'industrie du tissage ».

La Ligue groupa bientôt 3.000 adhérents, ouvriers en grosse majorité. Elle formula un programme de revendications immédiates : journée de 10 heures, paiement de la mise en train par le fabricant, établissement d'un tarif minimum. Elle lança un journal : « le Réveil des tisseurs ».

Les fabricants repoussèrent toutes ces revendications.

Un groupement intermédiaire se constitua : « l'Union des chefs d'atelier » et voulut jouer le rôle d'arbitre, se prononçant notamment pour la journée de 11 heures mais il échoua dans cette tentative.

La Ligue décida de passer à l'action. A une réunion générale, le 17 décembre 1899, la grève générale fut décidée pour le lendemain.

L'ordre de grève fut appliqué dans la plupart des ateliers. Les quelques jaunes qui osèrent mettre leurs métiers en marche eurent leurs vitres brisées et durent se rallier au mouvement. La campagne même fut disciplinée, si bien que « l'Union des chefs d'atelier » se joignit à la Ligue pour exiger le tarif.

D'importantes manifestations parcouraient la ville, drapeaux et pancartes en tête au chant de la « Carmagnole », et autres chansons révolutionnaires. Bientôt les mineurs entrèrent en lutte également et la ville était en complète effervescence. Le conseil municipal accorda des subventions aux grévistes.

Les fabricants fléchissaient. Ils offrirent un tarif dressé par eux dont se contentèrent les campagnards, mais que refusa la Ligue.

Le 4 janvier au soir, au cours d'une manifestation, la place Marengo fut le théâtre de violentes échauffourées entre la force publique et les grévistes. Les barrières furent arrachées. Les chaises du kiosque à musique furent brûlées ; les réverbères brisés. Les fabricants capitulèrent et signèrent une convention applicable jusqu'au 15 juillet 1901.

La Ligue tenta de déclencher une nouvelle grève en décembre 1901. A l'Assemblée générale, la grève fut votée par 471 contre 459, mais le référendum donna 2680 contre et 660 pour seulement.

En 1902, la Ligue fut remplacée par « la Chambre syndicale des travailleurs de l'industrie textile », qui adhéra à la fédération du textile (C.G.T.). Une nouvelle proposition de grève pour obtenir le renouvellement du tarif de 1900 fut repoussée par référendum par 4.035 voix contre 463.

Nouvelle tactique

En 1905, la Chambre syndicale des travailleurs de l'industrie textile se retire de la fédération du textile et, en 1908 est constitué le « Comité des syndicats de tissage de la Loire et de la Haute-Loire » qui sera remplacé peu après par l'actuel Syndicat général des tisseurs de la Loire et de la Haute-Loire. Ce syndicat est une fédération de syndicats locaux ; il ne groupe que des chefs d'atelier (5.000 sur 12 à 15.000). Son siège est à la Bourse du Travail. A sa tête se trouve le camarade Peyrache, qui fut l'un des animateurs du mouvement de 1900. Toutes les tentatives pour organiser les ouvriers rubaniers d'usine ont échoué. Quant aux autres, ceux des ateliers, ils sont en nombre de plus en plus réduit et ne manifestent pas le besoin de s'organiser à part.

Le syndicat général des tisseurs a à son actif deux grandes réalisations : le tarif, la loi de 8 heures.

Le tarif. La grève de 1923

Devant les refus répétés du syndicat patronal à chaque demande de convention collective, le syndicat décida d'élaborer lui-même un tarif au-dessous duquel aucun travail ne serait accepté. Il invita les chefs d'atelier à signer un double engagement :

1) faire enregistrer les feuilles de chargement afin de rendre public le cours des façons ;

2) respecter le tarif syndical qui était établi de façon à garantir un salaire minimum de 6 fr.

En 1912 ce contrat était signé par 87 à 98 % des chefs d'atelier de la région. Des pénalités étaient prévues en cas de violation du contrat, au profit de la caisse du syndicat. Quant aux fabricants qui donnaient du travail au-dessous du tarif, ils étaient mis à l'index.

Le tarif a été modifié au fur et à mesure de l'augmentation du coût de la vie. En 1923, à la suite d'une majoration de 25 %, le syndicat patronal décida de ne donner aucun travail à des prix correspondants aux nouveaux chiffres du tarif. Le syndicat général déclancha la grève et obtint satisfaction. Déclanchée le 7 mai, la grève se terminait le 22 mai, date à laquelle une soixantaine de fabricants avaient accepté la nouvelle augmentation.

La loi de 8 heures

La limitation de la journée de travail était nécessaire dans la rubanerie, surtout dans les périodes de crise, pour éviter l'accaparement des commandes par un petit nombre de chefs d'atelier. Mais avant l'utilisation de la force électrique, cela n'avait pas été possible.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, où l'énorme majorité des passementiers reçoit le courant par une installation spéciale et moyennant un prix uniforme, ce qui implique l'uniformisation, donc la limitation de la journée de travail. Il n'y a qu'à fixer la limite de celle-ci. De 1892 à 1906, elle fut fixée à 11 h. par jour, puis de 1906 à 1927, à 55 heures par semaine.

En 1920, la loi de 8 heures avait bien été votée mais la majorité des passementiers n'en veut pas entendre parler. Cependant un avenant du contrat passé entre la ville et la Cie électrique Loire et Centre — à la rédaction duquel le syndicat ne doit pas être étranger — permettait d'appliquer la nouvelle loi. « Le concessionnaire, y lit-on, aura la faculté de réduire à l'avenir la distribution du courant jusqu'à 48 heures par semaine. Cette réduction deviendra obligatoire si elle est réclamée par la majorité des tisseurs dans toute l'étendue du secteur de St-Etienne. » Ce n'est qu'en 1927, en pleine crise, alors que la répartition du travail était trop injuste, que le syndicat réussit à faire approuver l'application de la loi de 8 heures. C'était un beau succès.

L'avenir : Allons-nous vers la disparition de l'atelier de famille ?

La crise actuelle, par sa durée et son intensité a jeté un grand découragement et un profond désarroi chez les passementiers.

Des passementiers n'hésitent pas à abandonner leur atelier quand ils trouvent un emploi stable. Un grand nombre laissent leur fils s'orienter vers d'autres professions où ils sont assurés d'un gain plus régulier. Quant à la formation d'ouvriers capables de diriger un atelier, il n'y faut pas compter. L'apprentissage est trop long, et la rémunération insuffisante. Alors, quand le chef d'atelier s'en va, les métiers s'arrêtent. L'atelier est fermé.

Aussi le nombre des métiers en mouvement diminue d'année en année. La Cie Loire et Centre qui en actionnait 12.092 en 1914, 12.250 en 1923, 11.951 en 1925, n'en actionnait plus que 11.317 en 1930, 11.218 en 1931 et 11.081 en 1932.

Cette lente régression ne peut que s'accentuer.

Le travail courant sera de plus en plus assuré par les usines qui emploient une main d'œuvre à bon marché. Continueront à l'assurer parallèlement, dans les périodes de prospérité, les passementiers pour qui le gain réalisé sur les métiers ne constitue qu'un salaire d'appoint, c'est-à-dire les passementiers de ville dont certains membres de la famille travaillent à l'usine ou au bureau, et les passementiers campagnards qui pratiquent la culture ou l'élevage.

En ville subsisteront les ateliers dirigés par un technicien habile, capable d'adapter son métier aux productions les plus variées.

L'action corporative de demain

Les grandes batailles entre chef d'ateliers et compagnons d'un côté et fabricants de l'autre sont finies. Ayant chacun une tâche bien déterminée, chefs d'atelier spécialisés dans les articles délicats et fabricants possédant une usine auront de plus en plus tendance à s'entendre pour assurer en commun la défense de l'industrie rubanière.

C'est ce qui se produit déjà. Le syndicat général des tisseurs et le syndicat des fabricants ont réalisé une entente pour envisager les moyens de redonner de l'activité à la rubanerie : mesures susceptibles de favoriser l'exportation, orientation de la mode vers l'utilisation des rubans.

Les luttes corporatives qui pourront surgir mettront seulement aux prises les ouvriers d'usines et les fabricants, et il est à craindre que les chefs d'atelier qui auront subsisté ne se fassent alors les briseurs de grève, particulièrement les passementiers de la campagne. Ce danger n'existe pas encore, il est vrai, tant que vivra la génération qui a participé aux dernières grandes batailles et qui forme le syndicat général des tisseurs actuel.

Inorganisation du personnel féminin

A l'heure actuelle, il n'existe aucune organisation d'ouvriers passementiers et il est très difficile d'en créer. Un grand nombre d'usines sont situées à la campagne et emploient à peu près uniquement les vieilles filles et jeunes filles du bourg et des jeunes filles des localités environnantes que le patron loge et à qui il fournit la soupe. De tels éléments sont absolument rebelles à l'organisation ; ils se contentent de salaires dérisoires (1 fr. en 1913 ; 8 fr. aujourd'hui) ; les unes (vieilles filles) parce qu'elles sont habituées à mener une existence étroite et attendent de l'autre monde les satisfactions qu'elles ne trouvent pas sur cette terre ; les autres (jeunes filles) parce que leur salaire constitue dans la famille un salaire d'appoint.

En ville, le personnel des usines de ruban est également constitué en grande partie par des femmes, encore les vieilles béates des vieux quartiers, des jeunes filles ou des femmes mariées dont le salaire constitue un salaire d'appoint dans la famille ; des ouvriers habiles pourvus d'un rôle de surveillance et de direction.

Le patronat est tranquille. Sa main d'œuvre, d'ailleurs facilement remplaçable, est docile. Et puis, il est en mesure de briser tout geste de rébellion. Il est fortement organisé dans « la Chambre syndicale des tissus », à laquelle adhèrent la plupart des fabricants, et les syndicats d'industries voisines ou annexes (teinturiers, marchands de soie, mouliniers...).

L'organisation patronale

La Chambre syndicale des tissus est un modèle d'organisation patronale. Parmi ses attributions, notons :

1°) l'étude et la défense des intérêts généraux de la fabrique.

2°) la direction des conflits avec les ouvriers.

3°) l'établissement de relations constantes avec les syndicats similaires de Paris et de Lyon, et avec les consuls des pays d'exportation.

4°) l'établissement de rapports, pétitions, statistiques de production et d'importation.

Elle adhère à l'Union des syndicats patronaux de l'industrie textile, créée en 1900 et qui réunit 78 unions de syndicats.

Elle a créé trois filiales :

1°) la Caisse stéphanoise de secours pour les patrons et employés appartenant à l'industrie de la soie (1890).

2°) la Caisse de prévoyance fondée en 1897, pour parer aux éventualités de la fabrique.

3°) la Caisse de propagande, fondée en 1904.

Le Déclin

Dans la rubanerie la concentration du travail et l'asservissement de l'ouvrier à la machine se poursuivent donc peu à peu, au fur et à mesure que s'élimine cette classe laborieuse qui a tenu une si grande place dans l'histoire de notre région. Des trois catégories sociales du passé : nombreux fabricants, quelquefois divisés entre eux, chefs d'atelier et ouvriers solidaires contre les fabricants, tous techniciens habiles, subsisteront les fabricants les plus forts qui ont des usines, une minorité de chef d'ateliers de plus en plus dépendant des fabricants, tandis que grossiront deux classes nouvelles : les surveillants et contre-maîtres, les ouvrières sans technique, asservies à leur machine. Rien à attendre des contre maîtres, ils ont l'esprit de la maison et sont étrangers au mouvement ouvrier ; leurs sympathies iront de plus en plus aux partisans du pouvoir fort qui disciplinerait l'armée des prolétaires. Peu à attendre de ce prolétariat féminin, si mal rétribué pourtant, tout au plus capable de mouvements spontanés de révolte, mouvements sans lendemain.

Au point de vue production, cette transformation risque fort d'arrêter net le développement de la rubanerie d'art et les beaux échantillons que nous pouvons admirer au Musée de St Etienne pourraient bien rester des chefs-d'œuvre inégalables pour de nombreuses décades.

Dans la rubanerie c'est donc le déclin, déclin au point de vue social, déclin au point de vue art. Il faudra de profonds bouleversements sociaux pour ramener une ère de progrès, des bouleversements qui assurent non seulement la libération des travailleurs, donc l'amélioration de leurs conditions de vie, mais aussi une participation active de tous à la réorganisation du travail et au perfectionnement des productions.

U. Thévenon.

En même temps que sortait notre

4me MILLE

de l'édition française

du

Précis de Géographie Economique

d'HORRABIN

les

Collèges Ouvriers d'Angleterre

pour lesquels le précis a été écrit

fêtaient leur 25me anniversaire

Fêtez-le aussi

en achetant cet ouvrage traduit par Péra

(Voir la 3me page de la couverture)

La renaissance du Syndicalisme

La politique de l'absence

Une nouvelle date a pris sa place dans la tradition ouvrière française. Les journées de Février, celle du 9 et celle du 12, seront désormais commémorées tous les ans.

Si la seule année écoulée depuis la tentative de « coup » fasciste n'a pas permis que disparaisse le souvenir des fautes graves commises par les organisations communistes le 6 février, cela ne saurait nous empêcher de nous associer à l'hommage rendu aux morts du 9.

Morts obscurs, dont on connaît mal les noms, jeunes hommes pour la plupart, on les imagine secrétaires d'une cellule ou membres d'un comité de rayon, passionnés, actifs, dévoués à leur parti, le Parti, *attentifs à ses ordres, quelquefois violemment dressés contre ceux qu'on leur dénonce arbitrairement comme des traîtres et des renégats. A l'appel, ils ont répondu et sont tombés sous les balles policières, dans les sombres batailles de rues de la soirée du 9.*

Nous ne voulons pas que s'oublie le souvenir de ces Jimmie Higgins, de ces hommes du rang. La classe ouvrière française ne doit pas contracter la lâche habitude de voir tomber les siens. Nous n'entendons pas séparer les morts du 9 de la grève générale du 12. C'est pourquoi nous sommes allés place de la République le dimanche 10 *février.*

La C.G.T. n'était pas là.

Que ce soit à la République ou ailleurs, lorsqu'une manifestation traduit les sentiments profonds du prolétariat parisien, la C.G.T. n'est jamais là.

Ne craint-elle donc point, par son absence à des commémorations aussi nécessaires, de faire perdre le souvenir de sa belle décision d'action du 12 ?

Il arrive aux militants, dans les congrès, de critiquer ce qu'on a appelé la « politique de la présence », la participation de la C.G.T. à certains organismes non spécifiquement ouvriers, le Bureau International du Travail, la Société des Nations, le Conseil National Economique. Tout récemment encore, le projet Flandin a fait une place au secrétaire général de la C.G.T. dans le comité d'arbitrage des ententes industrielles.

Or les dirigeants de la C.G.T. ne pratiquent pas cette « politique de la présence » à l'égard des manifestations ouvrières.

A telles enseignes que, cette année, ce sera la « politique de l'absence » qui, à l'occasion du Congrès confédéral, devra être mise en cause par ceux qui pensent que l'organisation syndicale doit d'abord être là où bat le cœur du peuple.

La *RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE*
est le seul organe
qui publie ses comptes, tous ses comptes.

Petite chronique du plan

« L'immense majorité de la nation... ». C'est là-dessus que compte le camarade J. Duret pour faire appliquer le Plan. Dans la *Tribune du Fonctionnaire* du 9 février, il écrit :

« *Il est de première importance de dégager dès maintenant un ensemble de réformes de structure permettant de lutter efficacement contre la crise et facilitant la marche vers une société nouvelle ; réformes non seulement réalisables et rationnelles du fait de la maturité économique de la société, mais encore pouvant être acceptées aujourd'hui par l'immense majorité de la nation. Nous disons bien « aujourd'hui », car il y a quelques années encore, des revendications telles que la nationalisation des banques et des industries-clés, auraient risqué de ne trouver qu'un faible écho dans les esprits.* »

Le camarade J. Duret ne nous paraît pas d'accord avec *Le Peuple*, organe officiel de la C.G.T., qui, le 1er janvier, écrivait :

« *Ce que nous savons encore, c'est qu'en l'état* actuel *de l'opinion, le Plan n'est pas réalisable.* »

A cela près, les « planistes » ne mystifient personne.

*
* *

Mme Suzanne Sailly pense qu'une lettre reproduite dans la *R. P.* du 25 janvier où il est dit que « la plupart des ouvriers se moquent du Plan de la C.G.T. » et qu'un orateur mandaté par la C.G.T. pour parler du Plan « ne comprenait visiblement rien à ce qu'il racontait » constitue une condamnation de la position même de la *R. P.*

Elle écrit dans l'*Information Sociale* du 14 février :

...Si les ouvriers « se moquent » du plan cégétiste, si les militants « ne comprennent rien à ce qu'ils racontent », s'ils « se retranchent derrière la compétence des auteurs du plan », comment pourraient-ils être capables d'assumer les responsabilités du « pouvoir » ?...

Or nous n'avons jamais prétendu que le mouvement ouvrier fût, dans son état actuel, capable de faire de grandes choses. « Tout le pouvoir aux syndicats », telle est la voie dans laquelle il doit à notre avis s'engager, mais cela suppose, d'abord, cette renaissance du syndicalisme pour laquelle nous bataillons depuis déjà de nombreuses années.

Quand les communistes nous parlaient de « radicalisation des masses », nous haussions les épaules ; quand certains « planistes » nous disent : « Le Plan pour demain ! Le Plan pour tout de suite ! », nous avons le droit de parler de « mystification ».

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les organisations syndicales et leurs militants se montrent parfois incapables de traduire la capacité de la classe ouvrière.

*
* *

Le camarade qui tient la rubrique des revues à l'*Etudiant Socialiste* suit notre effort avec impartialité et, nous semble-t-il, avec intérêt.

A propos de l'esquisse d'un Plan syndicaliste, il écrit dans l'*Etudiant Socialiste* de février :

Il y a là un exposé intéressant : mais qu'on nous permette de faire remarquer à Chambelland que c'est là se placer sur un autre plan que celui où se place (apparemment du moins) le plan de la C.G.T., qui doit, en principe, réaliser un commencement de destruction de l'économie actuelle.

« Apparemment » le Plan de la C.G.T. doit, en effet, réaliser des tas de choses. Mais notre syndicalisme ne peut se contenter des « apparences »...

Un milieu où l'on respire

En écrivant sous ce titre dans la *R. P.* du 25 janvier, à propos de la situation intérieure de la C.G.T., que l'on y respirait moins facilement sur les sommets que dans la plaine, je ne croyais pas si bien dire !

Cinq lignes de cet article et un filet du « Petit Carnet » m'ont valu, de la part des dirigeants de l'Union des Syndicats confédérés de la région parisienne, une correspondance édifiante à cet égard.

Par respect pour l'Union des Syndicats elle-même, je ne voulais pas tout d'abord en encombrer les colonnes de la *R. P.* Cependant, la tournure prise par cette affaire m'oblige à en rendre publics tous les éléments.

La correspondance qui va suivre peut aisément se passer d'autres commentaires. Voici :

I. — Pneumatique de Guiraud

Mercredi, 30-1-35.

Chambelland,

Décidément, vous enregistrez tous les ragots que l'on vous colporte pour alimenter votre revue de petits échos aussi mensongers les uns que les autres.

A vous lire : Si Jayat et Delsol avaient été élus, un des secrétaires de l'Union aurait déclaré démissionner devant un tel scandale ! Vraiment, il y a de quoi pouffer de rire ! Nous prend-on pour des petits garçons qui ont peur de croquemitaines !

Faudrait-il que nous ayons de ces deux camarades un singulier jugement pour qu'ils troublent ainsi notre conscience.

Voyons, Chambelland, veux-tu nous confronter avec l'auteur de ce « cancan » ? Je te mets au défi de le faire. Et pourtant la recherche de la vérité serait plus loyale que vous abaisser à prendre à votre compte de telles sottises.

Il ne manque pas de camarades qui depuis la reconstitution de l'Union ont été élus à la C.A. et ne partageaient pas aveuglément toutes les conceptions confédérales. Ils n'ont pas rencontré au sein de la C.A. la moindre hostilité ; et si Jayat ou Delsol avaient été élus, nous n'en aurions été nullement affectés, ni pris de « tremblotte ». Ce n'est pas à moi à qui on peut reprocher d'être sectaire.

En tous cas, je n'ai jamais bassement calomnié des adversaires et je ne suis pas disposé à le faire. J'ai horreur de la calomnie et je déclare que je ne me laisserai jamais entraîner à dire sur un homme quel qu'il soit — serait-il mon ennemi implacable — des saloperies que je saurais fausses.

J'ai donc le droit de prétendre à la réciprocité.

Je vous demande la preuve de ce que vous prenez plaisir à insérer ; telles les publications de chantage qui se nomment : Aux Ecoutes, Cyrano *et autres torchons de la politique.*

D'autre part, si vous pensez qu'il m'a suffi d'indiquer aux syndicats de biffer les deux camarades en question, vous attribuez à ceux-ci bien peu d'indépendance et vous me reconnaissez une telle autorité qui me ferait oublier que ma fonction n'a rien de commun avec le régime de dictature que je répugne.

Que ceux qui s'intitulent mes adversaires, ne distillent pas plus de bile que je n'en fais à leur égard, ils seront bien heureux.

Toi, as-tu eu à te plaindre de notre attitude ?

Avant d'être un militant, je suis un homme ; j'ai cette prétention et n'est pas homme qui veut. L'homme demande à ceux qui ne le sont guère un peu de pudeur et non des « pleurnicheries » sur des inventions qui ne relèvent que de « dame pipelette ».

En conclusion, j'attends avec curiosité et impatience le ou les camarades aux ragots, si ce désir reste sans effets vous m'obligerez à penser que vous êtes tous des « dégonflés ».

Syndicalement,

GUIRAUD.

II. — Réponse à Guiraud

Pré-Saint-Gervais, le 5 février 1935.

Camarade Guiraud,

La conférence que j'ai faite le 31, notre dîner du 2, mes occupations habituelles, et une attaque de grippe par surcroît m'ont empêché de répondre plus tôt à ton pneumatique du 30 janvier.

Je sais par expérience qu'un fonctionnaire syndical supporte difficilement la critique ; je ne m'étonnerais donc pas de ton courroux si certains termes employés par toi ne me rappelaient, tout crachés, ceux de la rue Grange-aux-Belles.

Calomnies, saloperies, ragots, etc., c'est vite dit. Or tu sais *que c'est le camarade Lefèvre qui a tenu les propos dont je fais état dans mon article. tu sais que c'est dans une assemblée des mécaniciens dentistes qu'il a déclaré qu'il démissionnerait si Delsol et Jayat étaient élus à la C.A.*

Cela, c'est toi qui ne peux le nier. Lefèvre non plus. *Pourquoi parler de défi ?*

Merci bien pour l'assimilation aux feuilles de chantage et aux torchons de la politique. Si des gens de notre mouvement collaborent à ces derniers, c'est parmi tes amis qu'ils se trouvent. Nous, nous dépensons l'argent de notre salaire pour exprimer nos idées.

Quant à la consigne passée dans la coulisse de biffer Delsol et Jayat, ton « indignation » ne peut que faire sourire. Je me bornerais à faire appel à ton sens de vieux Parisien. Voyons, Guiraud, nous prendrais-tu pour des navets ?

Pas plus « dégonflé » que toi, je t'indique que cet échange d'aménités va me permettre de montrer la vraie situation au point de vue de la démocratie syndicale, d'une organisation qui, la seule dans la C.G.T., ne tient jamais de congrès. En fait de pudeur et étant comme tu le dis un homme, c'est moi qui ne serais pas fier d'être élu et réélu secrétaire de l'Union au suffrage restreint et par correspondance.

Je t'adresse, camarade Guiraud, mon salut syndicaliste.

M. CHAMBELLAND.

III. — Lettre de Lefèvre

UNION DES SYNDICATS OUVRIERS CONFÉDÉRÉS
DE LA RÉGION PARISIENNE
(SEINE ET SEINE-ET-OISE)

Paris, le 8 février 1935.

Camarade Chambelland,

Par la visite que nous a faite Delsol, par ta lettre à Guiraud, il se confirme que c'est moi qui suis visé par ton dernier article paru dans la Révolution prolétarienne.

A mon tour, je te mets au défi d'apporter la preuve de ce que tu avances.

Quand on écrit quelque chose publiquement, on doit être en mesure de le prouver. Si l'on n'en est pas capable, on reste tranquille. C'est ainsi que les gens loyaux comprennent la polémique.

Il reste en tout cas la possibilité à l'« accusé » de faire, lui, la preuve qu'il y a mensonge. Je m'en charge.

Il est trop facile de t'en sortir par une cabriole comme tu l'as fait.

J'attends la preuve de ce que tu as écrit.

Veuillez croire à mes sentiments syndicalistes.

Le délégué à la propagande,
R. LEFÈVRE.

IV. — Réponse à Lefèvre

Pré-Saint-Gervais, le 13 février 1935.

Camarade Lefèvre,

Je n'ai pas l'habitude de faire des cabrioles ni d'écrire sans savoir ce que j'écris.

Au surplus, je ne te considère pas comme qualifié pour en juger.

Car si, en effet, tu es libre aujourd'hui de donner tous les démentis que tu voudras bien imaginer, il reste ceci :

En décembre, au Comité de ton organisation, lorsqu'il fut proposé de voter pour Jayat et pour Delsol à la C.A. de l'Union, tu t'élevas contre cette proposition et tu mis le poids de ta démission dans la balance.

Il fallut même une seconde réunion pour que tu obtiennes que Jayat fût rayé du bulletin de vote de ton syndicat.

C'est toi qui fais des cabrioles en écrivant le contraire deux mois après.

Aussi bien ma réponse aurait-elle pu tenir en une simple phrase : Je n'aime pas les jésuites.

M. CHAMBELLAND.

P.S. — Je conserve le pneumatique de Guiraud et ta lettre comme des témoignages précieux du sang-froid de militants responsables et sûrs d'eux-mêmes.

V. — Lettre de Lefèvre à la « R. P. »

UNION DES SYNDICATS OUVRIERS CONFÉDÉRÉS
DE LA RÉGION PARISIENNE
(SEINE ET SEINE-ET-OISE)

Paris, le 14 février 1935.

Monsieur le rédacteur en chef de la Révolution Prolétarienne, 54, rue du Château-d'Eau, *Paris-10e.*

Camarade,

Vous trouverez, ci-joint, un ordre du jour voté par le Conseil de mon syndicat pour mettre au point une information mensongère parue dans un de vos récents numéros, sous la signature de Chambelland.

Nous comprenons fort bien que lorsqu'on a été rédacteur à l'Humanité *on a pu prendre certaines habitudes dont il est difficile de se débarrasser par la suite, mais votre collaborateur Chambelland pourrait faire un effort pour respecter la vérité et se débarrasser des méthodes qui sont, encore aujourd'hui, en honneur dans le quotidien communiste.*

Ceci dit, je n'ajouterai pas d'autres commentaires. L'ordre du jour voté par les camarades du Conseil de mon syndicat — sauf par le rapporteur des ragots inexacts que Chambelland a repris sans vérification — suffit comme réponse. Je vous en demande, évidemment, l'insertion.

Veuillez croire, camarade, à mes sentiments syndicalistes.

Le délégué à la propagande,
R. LEFÈVRE.

VI. — Une réponse signée du Conseil des Mécaniciens-Dentistes

Le Conseil syndical des Mécaniciens-Dentistes de la région parisienne, après avoir pris connaissance d'un article paru dans la revue dite La Révolution Prolétarienne *du 25 janvier 1935, page 16, sous la signature de Chambelland, où il est dit notamment :*

« Qu'un secrétaire de l'Union des syndicats de la région » parisienne ait déclaré qu'il donnerait sa démission si » nos amis Delsol et Jayat, admirateurs assez tièdes du » Plan, étaient élus à la Commission administrative de la » dite Union, voilà qui en dit long sur cet état d'esprit. »

Apprenant que Delsol, le 1er février, a déclaré aux deux secrétaires de l'Union des syndicats confédérés de la région parisienne que ce passage entendait viser une déclaration qui aurait été faite par notre secrétaire Robert Lefèvre, dans une de nos réunions, que Chambelland, dans une lettre du 5 février, adressée à Guiraud, a confirmé cette déclaration ;

Tient à démentir formellement l'affirmation contenue dans le passage cité ci-dessus. Une telle déclaration n'a jamais été faite par notre secrétaire.

Il regrette que la Révolution Prolétarienne *accueille avec une telle facilité tous les ragots et tous les bavardages, sans procéder à la moindre vérification.*

Il estime que ce sont là de singuliers procédés journalistiques.

Le secrétaire adjoint : Marcel HENRY.
Le trésorier : Louis FRÉMONT.
Les membres du Conseil : ALLARD, AUBRY, DEPRY, Ernest LEFÈVRE, J. NÉRONT, H. NÉRONT, THIBERGE.

VII. — Lettre à Lefèvre du camarade Noël, membre du Conseil syndical des Mécaniciens-Dentistes

Paris, le 12 février 1935.

Camarade Lefèvre,

En réponse à ta lettre du 8 courant, il m'est impossible de m'associer au texte communiqué.

En effet, à notre Conseil syndical, tu as déclaré donner ta démission n'étant plus d'accord avec moi et le motif, l'élection à la C.A. de l'Union où j'étais partisan de voter pour Delsol et Jayat et n'étais pas le seul.

D'autre part, le fond de ta pensée exprimée pendant et à l'issue de ce Conseil était bien que tu ne pouvais pas collaborer avec Jayat, étant solidaire de Guiraud.

M'étonnant que tu aies pu faire condamner un militant sans même l'entendre, je te préviens que j'envoie copie de ma lettre à la R. P., au camarade Chambelland.

Et exprime le désir de pouvoir me justifier en Conseil le plus rapidement possible.

Salutations syndicales. NOËL.

VIII. — Dernière « réponse » de Lefèvre

UNION DES SYNDICATS OUVRIERS CONFÉDÉRÉS
DE LA RÉGION PARISIENNE
(SEINE ET SEINE-ET-OISE)

Paris, le 14 février 1935.

Monsieur Chambelland, 3, place Séverine, Pré-Saint-Gervais (Seine).

Monsieur,

Puisque vous collectionnez nos lettres — et sans doute les « petits papiers », vous voudrez bien ajouter celle-ci à votre collection.

C'est de sang-froid, croyez-le bien, que je l'écris.

Votre dernière lettre appelle une réponse, mais ce n'est pas par correspondance qu'elle peut vous parvenir.

Sachez donc bien que, la première fois que je vous trouve sur mon chemin, vous recevrez cette réponse ; c'est très sûr de moi que j'ai pris cette résolution car je m'aperçois qu'avec des gens de votre espèce, il n'y a pas d'autre moyen de raisonner.

R. LEFÈVRE.

*
* *

Comme Lefèvre ne sait pas où me rencontrer, les choses en sont là...

M. CHAMBELLAND.

FAITS ET DOCUMENTS

La protestation de l'U. D. de la Loire contre la répression en U.R.S.S.

L'émotion soulevée dans la classe ouvrière française par la vague de répression qui a suivi, en U.R.S.S., l'assassinat de Kirov n'est pas près de se calmer. Aux protestations déjà élevées, notamment par le Comité général de l'Union des Syndicats confédérés de la région parisienne, l'Union des Syndicats confédérés de la Loire s'est associée par le texte que nous reproduisons ci-après :

L'U.R.S.S. est actuellement gouvernée par une bureaucratie qui fait peser sur les travailleurs russes une dictature absolue. Aucune opposition n'est tolérée au sein du Parti communiste russe et dans le pays ; le seul fait de n'être pas aveuglément d'accord avec la politique des dirigeants, suffit pour être accusé de contre-révolutionnaire.

Aussi, rien d'étonnant à ce que certains en arrivent à des attentats individuels, comme celui dont fut victime Kirov. Ce dernier, membre du comité central du Parti communiste russe, prit une part active contre les oppositions de ces dernières années au sein du Parti ; aussi, rien d'étonnant à ce qu'il ait été particulièrement visé.

Cet attentat n'est pas l'œuvre d'un contre-révolutionnaire, mais semble bien plutôt l'acte de terreur d'une conscience révoltée.

Mais ce n'est pas là le plus grave. Après cet attentat, 119 personnes ont été fusillées après jugement à huis clos, sans défense, devant un tribunal militaire. Pour cent cinq accusés, le communiqué de presse ne donne que les noms, les initiales des prénoms, ainsi que l'accusation générale et laconique de « préparation d'attentats

terroristes ». Les 14 autres sont mêlés directement à l'affaire Nicolaïev et ont un acte d'accusation long et imprécis. En vertu des amendements introduits dans le code criminel, il n'y a aucune possibilité de défense, l'acte d'accusation n'étant connu que la veille du jugement ; de plus, aucun recours en grâce n'est admis et les sentences de peine capitale sont immédiatement mises à exécution.

Il n'y a pas de pays où les lois soient plus brutales, c'est pour cela que des syndicats confédérés ont protesté, non seulement pour manifester leurs sentiments d'humanité et de solidarité internationales, mais dans l'intérêt même du mouvement ouvrier.

L'Union départementale des syndicats confédérés de la Loire élève, à son tour, contre cette répression brutale, une protestation véhémente. Il importe peu que l'on soit traité de « plats valets de la bourgeoisie et de contre-révolutionnaires » ; il importe peu que L'Humanité accuse ceux qui protestent de se déshonorer.

L'honneur pour un militant ouvrier ne consiste pas à approuver aveuglément les actes d'un gouvernement qui se dit prolétarien, même si ses actes révèlent un total mépris de la personne humaine et une férocité égalant celle des pires ennemis de la classe ouvrière. L'honneur pour un militant ouvrier lui commande de se dresser contre tout arbitraire. L'accusation de « contre-révolutionnaire » qui a servi de prétexte à ces condamnations n'ayant pu être prouvée, c'est donc bien contre les ouvriers, contre les communistes qu'en U.R.S.S. la bureaucratie dirigeante exerce sa répression.

Les attributions des chefs de gare

Les *Informations sociales* du B.I.T. viennent de publier (n° du 21 janvier), d'après le recueil des lois de l'U.R.S.S. (1934, n° 55, art. 419), l'extrait suivant d'un règlement-type d'une gare station en Russie, concernant les attributions des chefs de gare. C'est un document que nous livrons à l'appréciation particulière de nos amis cheminots :

Le chef de gare engage et congédie les employés et les ouvriers des gares; il fixe le travail de chaque travailleur; il dirige et contrôle le travail en maintenant une stricte discipline, en appliquant les peines disciplinaires et en accordant les encouragements prévus au statut disciplinaire. Le chef de gare a le droit de congédier les employés des gares, du personnel des trains et des locomotives dont le travail ne donne pas satisfaction ou présente un danger pour la sécurité des transports; il doit prendre toutes mesures utiles pour relever le niveau des connaissances techniques des travailleurs en organisant des cours, des conférences, etc..., et en contrôlant les connaissances acquises. Il organise le ravitaillement des travailleurs en produits alimentaires et en marchandises industrielles; il surveille les locaux d'habitation mis à la disposition des travailleurs des gares et répartit les logements.

Les ordres du chef de gare, concernant l'entretien des installations et des locaux de la gare, le travail des employés préposés aux manœuvres, les appareils de signalisation et d'aiguillage, les voies et les installations des P.T.T., etc., sont strictement obligatoires pour tous les travailleurs ainsi que pour tous les agents des autres services : surveillants des voies, inspecteurs des bâtiments, agents techniques, manœuvres employés aux wagons, mécaniciens de locomotives de manœuvre, électriciens, etc. En cas d'inobservation et d'infraction, par les agents des différents services, des ordres donnés par le chef de gare, celui-ci a le droit d'appliquer les peines prévues par le statut disciplinaire, mais doit toutefois en aviser les chefs immédiats des coupables. Les employés préposés aux aiguillages et les pompiers se trouvant sur le territoire de la gare sont placés sous les ordres du chef de gare.

Robespierre stalinien ?

L'Humanité a reproduit quelques citations d'un rapport de Robespierre dans le but de justifier la répression sanglante qui, en U.R.S.S., a suivi l'assassinat de Kirov. Les amateurs d'analogies historiques — la méthode n'est point sans danger — seraient en droit d'élever une objection essentielle contre cette utilisation inattendue de « l'Incorruptible ». Si, dans la tragédie russe, quelqu'un devait être comparé à Robespierre, ce ne pourrait être, en effet, que Léon Trotsky ; il y a beau temps que Staline et ses partisans ont été baptisés « Thermidoriens » par leurs adversaires.

Peut-être ne serait-il pas inutile de le dire aux lecteurs de l'*Humanité*, de leur rappeler que la chute de Robespierre fut précisément le fait d'hommes qui, se réclamant de la révolution, servirent la contre-révolution ; l'analogie est des plus frappantes en ce qui concerne les moyens utilisés contre l'adversaire de gauche. Pour abattre Robespierre, les Thermidoriens recoururent à la calomnie.

L'influence de Robespierre était très grande.

« *Pour la détruire* — écrit un de ses biographes, M. Hamel — *les Thermidoriens furent obligés de recourir à un mensonge. Ils firent courir le bruit que Robespierre venait d'être convaincu de conspirer pour les Bourbons, et prétendirent qu'on avait trouvé chez lui un cachet à fleur de lys.* » (Cité par A. Vermorel, Œuvres de Robespierre, page 159.)

Quand Staline lance la fable du « complot de gardes blancs » à propos des jeunes révolutionnaires de Leningrad, tous membres et fonctionnaires du parti ou des jeunesses communistes, fusillés avec Nicolaïev dans les cachots du Guépéou, il se conduit très exactement de la même façon que les Thermidoriens envers Robespierre.

Le droit à la paresse

Voici un court extrait de la brochure de Lafargue sur le *droit à la paresse*, parue en 1891, dont il est question aux « Faits de la quinzaine » :

Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie traîne à sa suite les misères individuelles et sociales qui, depuis deux siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion furibonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture. Au lieu de réagir contre cette aberration mentale, les prêtres, les économistes, les moralistes, ont sacro-sanctifié le travail. Hommes aveugles et bornés, ils ont voulu être plus sages que leur Dieu ; hommes faibles et méprisables, ils ont voulu réhabiliter ce que leur Dieu avait maudit. Moi, qui ne professe d'être chrétien, économe et moral, j'en appelle de leur jugement à celui de leur Dieu ; des prédications de leur morale religieuse, économique, libre-penseuse, aux épouvantables conséquences du travail dans la société capitaliste.

Dans la société capitaliste, le travail est la cause de toute dégénérescence intellectuelle, de toute déformation organique. Comparez le pur sang des écuries de Rothschild, servi par une valetaille de bimanes, à la lourde brute des fermes normandes qui laboure la terre, charriote le fumier, engrange la moisson. Regardez le noble sauvage que les missionnaires du commerce et les commerçants de la religion n'ont pas encore corrompu avec le christianisme, la syphilis et le dogme du travail, et regardez ensuite nos misérables servants de machine.

Quand, dans notre Europe civilisée, on veut retrouver une trace de la beauté native de l'homme, il faut l'aller chercher chez les nations où les préjugés économiques n'ont pas encore déraciné la haine du travail. L'Espagne qui, hélas ! dégénère, peut encore se vanter de posséder moins de fabriques que nous de prisons et de casernes ; mais l'artiste se réjouit en admirant le hardi Andalou, brun comme des castagnes, droit et flexible comme une tige d'acier ; et le cœur de l'homme tressaille en entendant le mendiant, superbement drapé dans sa capa trouée, traiter d'amigo des ducs d'Ossuna. Pour l'Espagnol, chez qui l'animal primitif n'est pas atrophié, le travail est le pire des esclavages. Les Grecs de la grande époque n'avaient, eux aussi, que mépris pour le travail ; aux esclaves seuls il était permis de travailler : l'homme libre ne connaissait que les exercices corporels et les jeux de l'intelligence. C'était aussi le temps où l'on marchait et respirait dans un peuple d'Aristote, de Phidias, d'Aristophane ; c'était le temps où une poignée de braves écrasait à Marathon les hordes de l'Asie qu'Alexandre allait bientôt conquérir. Les philosophes de l'antiquité enseignaient le mépris du travail, cette dégradation de l'homme libre ; les poètes chantaient la paresse, ce présent des Dieux :

O Melibœ Deus ; nobis hæc otia fecit (1).

Christ, dans son discours sur la montagne, prêcha la paresse : « Contemplez la croissance des lis des champs, ils ne travaillent ni ne filent, et cependant je vous le dis, Salomon, dans toute sa gloire, n'a pas été plus brillamment vêtu » (2). *Jehovah, le dieu barbu et rébarbatif, donna à ses adorateurs le suprême exemple de la paresse*

(1) O Mélibé, un Dieu nous a donné cette oisiveté. VIRGILE, *Bucoliques*.

(2) Evangile selon Saint-Mathieu, chap. VI.

idéale ; après six jours de travail, il se repose pour l'éternité.

Par contre, quelles sont les races pour qui le travail est une nécessité organique ? les Auvergnats ; les Ecossais, ces Auvergnats des îles britanniques ; les Gallegos, ces Auvergnats de l'Espagne ; les Poméraniens, ces Auvergnats de l'Allemagne ; les Chinois, ces Auvergnats de l'Asie. Dans notre société, quelles sont les classes qui aiment le travail pour le travail ? Les paysans propriétaires, les petits bourgeois, les uns courbés sur leurs terres, les autres acoquinés dans leurs boutiques, se remuent comme la taupe dans sa galerie souterraine, et jamais ne se redressent pour regarder à loisir la nature.

Et cependant, le prolétariat, la grande classe qui embrasse tous les producteurs des nations civilisées, la classe qui, en s'émancipant, émancipera l'humanité du travail servile et fera de l'animal humain un être libre, le prolétariat, trahissant ses instincts, méconnaissant sa mission historique, s'est laissé pervertir par le dogme du travail. Rude et terrible a été son châtiment. Toutes les misères individuelles et sociales sont nées de sa passion pour le travail.

O misérable avortement des principes révolutionnaires de la bourgeoisie ! ô lugubres présents de son dieu Progrès ! — Les philanthropes acclament bienfaiteurs de l'humanité ceux qui, pour s'enrichir en fainéantant, donnent du travail aux pauvres ; mieux vaudrait semer la peste, empoisonner les sources que d'ériger une fabrique capitaliste au milieu d'une population rustique. — Introduisez le travail de fabrique et adieu joie, santé, liberté ; adieu tout ce qui fait la vie belle et digne d'être vécue.

Et les économistes s'en vont répétant aux ouvriers : travaillez pour augmenter la fortune sociale ! et cependant un économiste, Destutt de Tracy, leur répond : « Les nations pauvres, c'est là où le peuple est à son aise ; les nations riches, c'est là où il est ordinairement pauvre » ; et son disciple Cherbulliez de continuer : « Les travailleurs eux-mêmes, en coopérant à l'accumulation des capitaux productifs, contribuent à l'événement qui, tôt ou tard, doit les priver d'une partie de leur salaire ». Mais assourdis et idiotisés par leurs propres hululements, les économistes de répondre : travaillez, travaillez toujours pour créer votre bien-être ! Et, au nom de la mansuétude chrétienne, un prêtre de l'Eglise anglicane, le révérend Townsend, psalmodie : travaillez, travaillez nuit et jour ; en travaillant, vous faites croître votre misère, et votre misère nous dispense de vous imposer le travail par la force de la loi. L'imposition du travail « donne trop de peine, exige trop de violence et fait trop de bruit ; la faim, au contraire, est non seulement une pression paisible, silencieuse, incessante, mais comme le mobile le plus naturel du travail et de l'industrie, elle provoque aussi les efforts les plus puissants. » Travaillez, travaillez, prolétaires, pour agrandir la fortune sociale et vos misères individuelles ; travaillez, travaillez, pour que devenant plus pauvres, vous ayez plus de raison de travailler et d'être misérables. Telle est la loi inexorable de la production capitaliste.

Parce que prêtant l'oreille aux fallacieuses paroles des économistes, les prolétaires se sont livrés corps et âme au vice du travail, ils précipitent la société tout entière dans ces crises industrielles de surproduction qui convulsent l'organisme social. Alors, parce qu'il y a pléthore de marchandises et pénurie d'acheteurs, les ateliers se ferment et la faim cingle les populations ouvrières de son fouet aux mille lanières. Les prolétaires abrutis par le dogme du travail, ne comprenant pas que le sur-travail qu'ils se sont infligés pendant le temps de prétendue prospérité est la cause de leur misère présente, au lieu de courir aux greniers à blé et de crier : « Nous avons faim, nous voulons manger !... Vrai, nous n'avons pas un rouge liard, mais tout gueux que nous sommes, c'est nous cependant qui avons moissonné le blé et vendangé le raisin... » — Au lieu d'assiéger les magasins de M. Bonnet, de Jujurieux, l'inventeur des couvents industriels et de clamer : « M. Bonnet, voici vos ouvrières ovalistes, moulineuses, fileuses, tisseuses, elles grelottent sous leurs cotonnades rapetassées à chagriner l'œil d'un juif et cependant, ce sont elles qui ont filé et tissé les robes de soie des cocottes de toute la chrétienté. Les pauvresses travaillant treize heures par jour, n'avaient pas le temps de songer à la toilette, maintenant, elles chôment et peuvent faire du frou-frou avec les soieries qu'elles ont ouvrées. Dès qu'elles ont perdu leurs dents de lait, elles se sont dévouées à votre fortune et ont vécu dans l'abstinence ; maintenant, elles ont des loisirs et veulent jouir un peu des fruits de leur travail. Allons, M. Bonnet, livrez vos soieries, M. Harmel fournira ses mousselines, M. Pouyer-Quertier ses calicots, M. Pinet ses bottines pour leurs chers petits pieds froids et humides... Vêtues de pied en cap, et fringantes, elles vous feront plaisir à contempler. Allons, pas de tergiversations ; — vous êtes ami de l'humanité, n'est-ce pas, et chrétien par dessus le marché ? — Mettez à la disposition de vos ouvrières la fortune qu'elles vous ont édifiée avec la chair de leur chair. — Vous êtes ami du commerce ? — Facilitez la circulation des marchandises ; voici des consommateurs tous trouvés ; ouvrez-leur des crédits illimités.

ENTRE NOUS

Nos comptes de janvier

Recettes du mois : *abonnements nouveaux*, 814,61 ; *réabonnements*, 4.812,25 ; *soutien*, 590 ; *vente au numéro*, 406,98 ; *souscription*, 405. — *Total* : 7.028 *fr.* 84.

Dépenses du mois : *impression* (*n*os 189 *et* 190), 2.531,65 ; *expédition* (*jusqu'au n*o 191 *inclus*), 796,60 ; *recouvrements*, 34 ; *correspondance et divers*, 1.095,50 ; *loyer et frais généraux*, 864,95 ; *sur dettes*, 1.500. — *Total* : 6.822 *fr.* 70.

Détail de la souscription : Leblanc (Haute-Vienne), 10 ; Renou (Haute-Vienne), 10 ; Martinet (Paris), 10 ; Bécourt (Somme), 20 ; Pinty (Alger), 100 ; Allot (Finistère), 10 ; Lorillard (Indre), 10 ; Mme Baudin (Saône-et-Loire), 10 ; Michel Alexandre (Paris), 10 ; Marchetti (Seine-Inférieure), 5 ; Béranger (Seine), 10 ; Lavenir (Rhône), 10 ; Ménard (Paris), 10 ; N. (Paris), 10 ; Barrué (Gironde), 10 ; Millet (Loir-et-Cher), 5 ; Th. Vermy (Puy-de-Dôme), 10 M. Pivert (Paris), 10 ; Thomas (Indre), 5 ; A. Pelletier (Paris), 10 ; G. Martin (Rhône), 10 ; Vaillard (Paris), 10 ; Dehay (Pas-de-Calais), 30 ; Lefèvre (Calvados), 10 ; G. Goujon (Seine-Inférieure), 20 ; Ducret (Doubs), 10 ; P. S. (Paris), 20 fr. — Total : 405 fr.

Les abonnements nouveaux : 31 abonnements nouveaux en janvier (6 de 3 mois, 13 de 6 mois, 12 d'un an) dont voici la répartition géographique : Paris, 9 ; Seine, 4 ; Seine-et-Oise, 2 ; Aisne, 1 ; Aude, 1 ; Algérie, 1 ; Dordogne, 1 ; Doubs, 1 ; Gironde, 2 ; Indre-et-Loire, 1 ; Loire, 2 ; Nord, 1 ; Oise, 1 ; Rhône, 1 ; HauteSavoie, 1 ; Belgique, 2.

Abonnements de soutien

Reçu en décembre : Chambelland, solde 1934, 80 fr. ; Leblanc (Aisne) 1935, 100 ; Charbit, 60 ; M. D. (Loire) 1935, 100 ; Louzon, sur 1935, 15 fr. — Total : 355 francs.

Ce que l'on dit de la « R. P. »

D'un nouvel abonné : « *Je vous remercie du service de propagande que vous m'avez fait ces temps derniers ; sans être d'accord sur l'ensemble, je considère que la R. P. doit figurer en bonne place dans l'ensemble des revues, journaux, brochures achetés par chaque militant voulant se documenter.*

» Dans l'attente du numéro à 32 pages, avec des études intéressantes donnant chiffres, citations, références sur les grandes questions du moment, de préférence aux petites questions de boutiques ou de personnalités (ceci tout cordialement, croyez-moi), je vous prie d'agréer, etc... »

L'effort de nos amis

La publication du recensement de nos abonnés au 1er janvier nous a valu plusieurs demandes de camarades désireux de connaître les abonnés de leur département. Nous leur avons aussitôt donné satisfaction, en espérant qu'ils vont entreprendre l'effort de propagande qui s'impose.

La R. P. ne vit, répétons-le, que grâce à l'effort de tous ses amis. Son chiffre d'abonnés ne peut s'accroître, ou même se maintenir, si chaque mois ne nous apporte pas un minimum de 50 abonnements nouveaux. Nous en avons reçu 31 en janvier. Il y a du mieux, mais ce n'est pas encore suffisant.

Faites-nous des abonnés !

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

MARQUE SYNDICALE

COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27 CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —

COLLECTIONS DE LA **RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

Précis
de
Géographie Economique

par J. F. HORRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA

45 Cartes

Prix : 9 Fr.

Le 4e mille vient de paraître

DEUX ANS D'INDOCHINE

Un fleuve de sang

Une brochure

Prix : 1 Fr.

Cette brochure est parfaite.
Andrée VIOLLIS.

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques-postaux :
Révolution Prolétarienne, 54, rue du Château d'Eau, PARIS. Compte N° 734-99. Paris.

"L'Emancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes"

Vous ne connaissiez pas

"La Révolution Prolétarienne"

LISEZ LES NUMÉROS

de propagande que nous vous envoyons gratuitement

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C. G. T.

Nous voulons l'UNITE SYNDICALE, indispensable contre le fascisme menaçant.

NI PARLEMENTARISME, NI FASCISME

TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Tout le Pouvoir au Syndicat !

Si notre mouvement ne vous intéresse pas, écrivez-nous d'arrêter nos envois.

S'IL VOUS INTERESSE

Abonnez-vous sans tarder !

(Conditions d'abonnement en 2me page de la couverture)